



JOURNAL /// ZEITUNG /// GIORNALE

LSCV

Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux
Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres
Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale
www.lscv.ch

Trimestriel - No 65 // Septembre // September // Settembre 2019

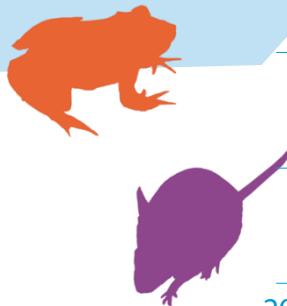
24 novembre 2019 - Genève

Votation sur l'initiative populaire Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale **p. 4**

20 octobre 2019

Elections
fédérales

p. 6 - 8



29'219

+ 44%

d'animaux expérimentés
Zahl der Tierversuche
degli animali da laboratorio

2014

42'065

2018



24 novembre 2019 - Ginevra

Votazione sull'iniziativa popolare Per un migliore controllo della sperimentazione animale

p. 26

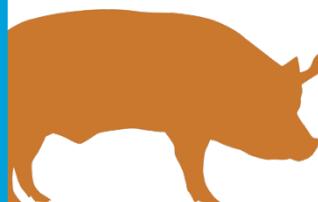
20 ottobre 2019 - Elezioni federali **p. 28 - 29**

24. November 2019 - Genf

Abstimmung zur Volksinitiative Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche

S. 16

20. Oktober 2019
Eidgenössische
Wahlen
S. 18-22



Mémento

Chaque don compte !

La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance.
Selon votre lieu de résidence, les dons sont généralement déductibles de vos impôts. Utilisez le bulletin de versement dans ce journal ou procédez par e-banking pour vos dons ou cotisations.

Cotisation annuelle minimale : CHF 15.-

Si cela est possible, préférez les versements par ordre de paiements ou e-banking qui sont gratuits. Chaque versement au guichet postal est facturé par la Poste entre CHF 1.50 et CHF 3.55.

Un immense merci !

Personnes de contact

Vous avez une question concernant le domaine de l'expérimentation animale, un projet à réaliser en lien avec la protection des animaux ou le fonctionnement de la LSCV ?

Notre Président Luc Fournier vous répondra volontiers! Contactez-le : l.fournier@lscv.ch

Vous souhaitez organiser des actions, manifestations ou vous avez envie de rejoindre un groupe de militants actifs ?

Pour la Suisse alémanique, contactez (en allemand) notre Vice-président Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Pour la Suisse romande, contactez (en français) notre secrétaire du comité Laurianne Nicoulin et Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Vous avez une question administrative ou d'ordre général, vous souhaitez obtenir le contact direct d'un des membres du Comité ? Contactez par mail ou au 022 349 73 37 notre secrétariat : Laurianne Nicoulin (français, anglais) ou Charly Pache (allemand), les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 16h00.



Vous avez une question concernant les aliments pour chiens et chats non testés sur les animaux ? Contactez petfood@lscv.ch

Vous avez une question concernant les actions politiques menées pour la protection des animaux dans notre Parlement fédéral ? Contactez info@animaux-parlement.ch

Les legs sont exonérés d'impôts

La LSCV est reconnue d'utilité publique et les dons et legs qu'elle reçoit ne sont pas taxés fiscalement.

Vous souhaitez nous rendre visite ?

Nous vous accueillons avec plaisir les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00, dans les locaux de notre siège situé à Genève.

Adresse

Chemin des Arcs-en-Ciel 3 - 1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Adresse courrier

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

En tant que membre, vous recevez notre journal 4 x par année

N'oubliez pas de nous annoncer votre changement d'adresse. La Poste nous facture CHF 2.-- par journal retourné et ne communique plus les nouvelles adresses. Si vous ne recevez pas votre journal, n'hésitez pas à nous contacter! Les périodes de distribution sont : mars, juin, septembre ou octobre, décembre.

Contribuez à la diffusion des informations

Vous souhaitez distribuer notre journal dans les boîtes aux lettres de votre quartier ou ailleurs ? Nous vous enverrons avec plaisir le nombre d'exemplaires souhaité.

IMPRESSIONUM Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV)

La LSCV a été fondée à Genève en 1883, dans le mouvement antivivisectioniste né en Angleterre dans les années 1870. La LSCV est une association conforme aux termes de l'article 60 du Code civil suisse. Son fonctionnement, son activité, ses objectifs, la nomination de son comité et l'utilisation de ses avoirs sont fixés par les statuts de l'association, adoptés à l'occasion de l'Assemblée Générale de ses membres le 30 juin 1978. Le siège de la LSCV se trouve à Genève. Un bâtiment acquis sur la commune de Thônex y accueille ses bureaux depuis 1993.

Conformément à l'art.2 de ses statuts, la LSCV vise l'abolition totale de la pratique d'expériences médicales, scientifiques ou commerciales sur l'animal vivant. Elle s'engage pour obtenir sur l'ensemble du territoire suisse, une législation qui garantisse la défense et le respect des droits de l'animal, et pour permettre l'amélioration constante de cette législation et pour contrôler en permanence son application stricte. Elle promeut et encourage financièrement la création de nouvelles méthodes de recherche scientifique permettant la suppression de l'expérimentation animale. Elle encourage et soutient particulièrement les méthodes dites substitutives (ou alternatives), lesquelles font appel à des tissus ou cellules humaines (modèles *in vitro*) provenant par exemple de biopsies pratiquées en milieu hospitalier, ou de données bio-informatiques (modèles *in silico*). Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal en français, allemand et italien édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés en français par la LSCV et traduits /// **PAO et maquette :** LSCV ///

Impression : sur papier recyclé 80 gm² /// **Adresse :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

Cotisations et dons

Depuis la Suisse

Compte n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Depuis l'Europe en EURO

Compte n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Institut : PostFinance, Nordring 8,
3030 Bern

Titulaire : Ligue Suisse contre
l'expérimentation animale et pour
les droits des animaux

Adresse : Case postale 148,
1226 Thônex

Librairie café LSCV

HAPPY BOOKS

Ouvert du lundi au samedi,
9h00 - 19h00. Cuisine 100% végane.
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



Édito

Chers Membres, amies et amis de la Ligue,
Chères lectrices et chers lecteurs,

La date de la votation dans le canton de Genève de notre initiative populaire « Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale » a été agendée au 24 novembre 2019 par le Conseil d'Etat. Au moment où vous lirez ce journal, notre campagne d'information aura déjà commencé par la diffusion de courtes vidéos sur les réseaux sociaux. L'objectif étant d'informer la population sur la pratique réelle de l'expérimentation animale, et surtout, sur son augmentation quasi continue depuis plusieurs années au sein de nos Hautes écoles. Des expériences souvent absurdes, dont on peut prévoir à l'avance qu'une grande partie des résultats finiront au fond d'un tiroir.

Notre initiative vise à donner un droit de recours contre les autorisations illégales, délivrées par l'autorité cantonale. Pouvoir attaquer les expériences les plus litigieuses nous permettra aussi de rendre publique, grâce aux procédures engagées, la réalité de la recherche menée sur les animaux dans nos Universités. Si la population savait réellement quels types d'expériences stupides y sont exécutées, il ne fait aucun doute qu'elle serait beaucoup plus critique envers la situation actuelle.

Les chances de réussite de notre initiative sont assez minces. La grande majorité de la population s'accorde à produire de meilleurs soins médicaux, si cela peut servir à produire de meilleurs soins médicaux. Paradoxalement, c'est à ce niveau que l'initiative peut être gagnée. La qualité de la recherche prédictive est médiocre. Sur 10 nouvelles molécules ayant démontré un effet thérapeutique positif sur plusieurs espèces animales, neuf échoueront une fois testées sur des êtres humains. Soit parce que l'effet bénéfique n'a pas pu être démontré, soit parce que des effets secondaires non décelés sur les animaux mettent la santé du patient en danger. 90%, d'échec alors que des milliers de tests sur des animaux ont été préalablement menés, c'est un gaspillage énorme de vies animales et de ressources. Empêcher la réalisation d'expériences inutiles et allouer les fonds publics pour le développement de nouvelles méthodes de recherche sans animaux, c'est l'objectif de notre initiative. Et un premier pas vers la possibilité d'abolir enfin l'expérimentation animale.

Membres du canton de Genève, nous avons besoin de vous

La LSCV compte environ 2000 membres dans ce canton. Aidez-nous à distribuer nos flyers durant la campagne de votation. Parlez de cette initiative autour de vous. Nous avons besoin de votre soutien !

Elections fédérales du 20 octobre 2019

Une autre date importante est celle des élections fédérales. Soutenez les candidats en faveur des animaux ! Comme en 2015, la plupart d'entre eux se trouvent dans des partis situés à gauche. Il est invraisemblable qu'aujourd'hui encore, des partis comme le PLR ou l'UDC votent massivement contre les animaux dans les chambres fédérales.

Nous avons questionné les milliers de candidat-e-s aux élections sur plusieurs thèmes comme l'expérimentation animale, la fourrure, les élevages, etc. Le classement des candidat-e-s se trouve sur le site internet www.animaux-parlement.ch ainsi qu'en pages 6 à 8 de ce journal.

C'est notre Parlement qui vote les lois sur les animaux, notamment dans le domaine de l'expérimentation animale. Pour les animaux, soutenez des candidats qui les protègent.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous adressons nos amicales salutations.

Luc Fournier
Président



+++ Agenda +++

27-28 septembre 2019 - Genève

CrabCore Fest II - Stand LSCV au festival metal à la Villa Tacchini

29 octobre 2019 - Zürich

18h - Université de Zürich - Manifestation mensuelle - Stop aux expériences sur les singes



Novembre 2019 - Fribourg

Mois Végane organisé par l'association PEA, avec plusieurs évènements en collaboration avec la Librairie LSCV Happy Books. Programme bientôt disponible.

16 novembre 2019 - Zürich

Manifestation Stop fourrure - Stopp Pelz! Demo 13:30. Départ depuis l'Helvetiaplatz



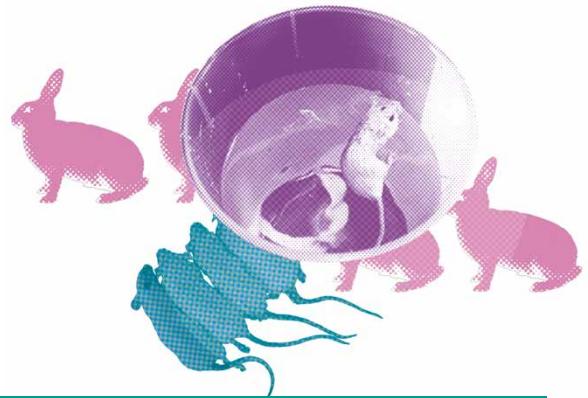
19 novembre 2019 - Zürich

18h - ETH - Manifestation mensuelle - Stop aux expériences sur les singes





24 novembre 2019



Genève – Votation sur l'initiative populaire Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale

Le Conseil d'Etat genevois a fixé la date de la votation par voie d'arrêté le 17 juillet 2019. Il s'agit ainsi de la dernière ligne droite pour notre initiative lancée en décembre 2016 et déposée le 20 avril 2017, munie de 8'626 signatures. Une majorité de la population votera-t-elle pour cette nouvelle loi, qui donnera notamment un droit de recours aux membres de la commission sur l'expérimentation animale contre les autorisations délivrées par l'autorité cantonale ?

Le Conseil d'Etat, qui a produit un rapport truffé d'allégations mensongères, a naturellement appelé à rejeter l'initiative. Dans la mesure où il est largement responsable de son lancement en raison de ses interférences dans le fonctionnement de la commission cantonale, on ne s'attendait pas à une autre position de sa part. La quasi totalité des partis politiques a elle aussi refusé l'initiative, à l'exception des jeunes Verts et des Vert'libéraux. Mais comme les politiques peuvent eux aussi tirer bénéfice des interférences du Conseil d'Etat dans le fonctionnement des commissions cantonales, leur refus était également attendu. Leur manque d'empathie envers les animaux qui souffrent dans les laboratoires était également prévisible. Les places de travail et la manne financière que représente la recherche priment sur l'éthique. Même s'il s'agit de produire une recherche médicale médiocre pour la santé publique.

Hausse de 43.96% des animaux expérimentés dans le canton de Genève

Le canton de Genève est pourtant un excellent point d'attaque pour ébranler le système bancal et inefficace de la recherche. Comme les autres cantons dotés d'une Haute école, le nombre d'expérimentations animales augmente chaque année de façon presque continue.

En seulement quatre années, le nombre d'animaux expérimentés est passé de 29'219 en 2014, à 42'065 animaux en 2018, soit une augmentation de 43.96%. D'une manière générale, on expérimente aujourd'hui en Suisse plus

d'animaux dans les Hautes écoles que dans les industries pharmaceutiques.

Chocs électriques, nage forcée, mise au froid et administration de drogues sont quelques-unes des expériences infligées aux animaux dans les laboratoires genevois. Pour quelle efficacité ?

Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas de développer un nouveau médicament, mais de simplement répondre à une question scientifique. Pour les Universités, il s'agit surtout de produire des publications qui contribueront à leur renommée, et à améliorer leur position dans le classement mondial des meilleures Hautes écoles.

OUI le 24 novembre 2019 à la l'initiative Pour un meilleur contrôle de l'expérimentation animale

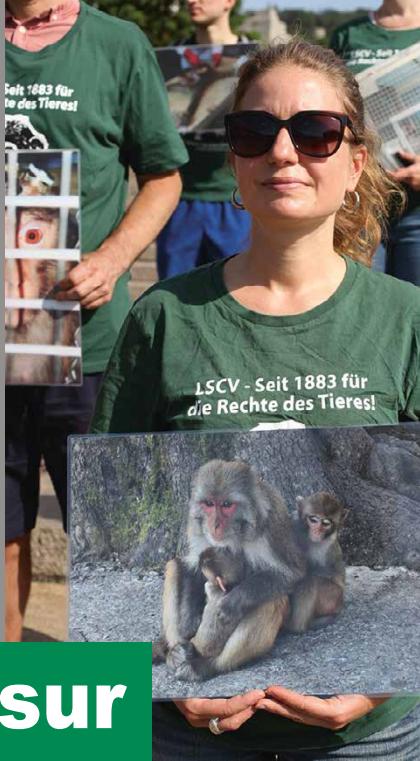
En cas de victoire, il s'agira d'un premier pas en faveur de l'abolition de l'expérimentation animale. Une chance pour que le développement de nouvelles méthodes de recherche efficaces, prédictives et sans animaux soit enfin soutenu financièrement. Et que l'on mette fin à cette cruauté qu'est la pratique de l'expérimentation animale.



Membres du canton de Genève, nous avons besoin de vous

Aidez-nous à distribuer nos flyers durant la campagne de votation. Parlez de cette initiative autour de vous. Nous avons besoin de votre soutien !

Infos : 022 349 73 37 ou admin@lscv.ch **Un immense merci !**



Stop aux expériences sur les singes à Zürich

Samedi 31 août 2019 - A l'appel de la LSCV, des militant-e-s venu-e-s de toute la Suisse ont dénoncé une fois de plus les expériences cruelles réalisées sur des primates à l'ETH Zürich et l'Université de Zürich. Démarrée depuis le centre de Zürich, la marche a rejoint le campus d'Irchel où les singes sont détenus et expérimentés.

Merci aux participant-e-s pour leur présence !

Le combat continuera jusqu'à ce que toutes les cages soient vides !





Wer setzt sich für Tiere ein?
Qui défend les animaux ?
Chi difende gli animali ?

20 octobre - Elections fédérales 2019

Nous avons besoin d'élus qui protègent les animaux !

Tous les 4 ans, les 26 cantons suisses élisent les 246 parlementaires qui siégeront dans les 2 chambres fédérales

En Suisse, le Parlement fédéral décide des lois, les approuve ou les rejette. Il a le pouvoir d'édicter de nouvelles dispositions que l'administration et le Conseil fédéral auront l'obligation d'appliquer.

Tous les 4 ans, chaque canton élit en votation populaire ses représentants amenés à siéger au Parlement fédéral. Celui-ci comprend 2 chambres : La Chambre du peuple, appelée **Conseil national**. Elle compte 200 membres répartis entre les cantons, en proportion de leur population. La Chambre des cantons, appelée **Conseil des Etats**. Elle

compte 46 sièges, soit 2 représentants par canton et un par demi-canton.

Pour qu'une nouvelle loi soit acceptée, elle doit obligatoirement être approuvée par les deux chambres. Ce qui signifie que nous devons avoir des élus favorables à la protection des animaux dans les deux chambres.

L'élection pour le Conseil national est aussi importante que l'élection pour le Conseil des Etats.

Bien que le thème de la protection animale touche une partie toujours plus importante de la population, il reste toujours négligé par l'ensemble des

partis politiques. Pourtant, la protection des êtres vivants les plus faibles et vulnérables devrait être un engagement moral évident pour toute personne capable elle aussi de ressentir la peur et la douleur. Ainsi, on ne peut que regretter qu'aucun parti ne s'engage ne serait-ce qu'à réduire les contraintes infligées aux animaux, qu'ils soient d'élevages, d'exhibitions ou d'expérimentations.

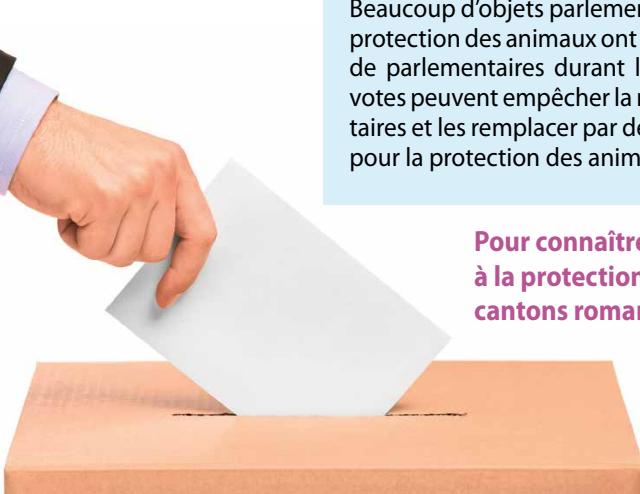
Des milliers de courriers ont été envoyés aux candidats à l'élection des 26 cantons suisses et autant de données ont été traitées durant ces derniers mois. Et pour certains cantons le constat est plutôt accablant. A l'exemple d'Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Glaris, Nidwald, Obwald et Uri, qui n'ont même pas un seul candidat en faveur de la cause animale. La plupart des partis politiques de ces cantons ont par ailleurs refusé de donner la liste de leurs candidats. Difficile dans ces conditions pour les électeurs de faire leurs choix.

A l'inverse, plusieurs cantons réunissent plus de candidats favorables à la protection des animaux qu'il n'y a de sièges à pourvoir. Mais il est frappant de constater qu'un nombre très faible de ces candidats sont issus des partis PDC, PLR et UDC. Le fait que la protection des animaux soit aussi ignorée au sein de ces partis est désolant. Nous invitons tous nos lecteurs et membres de ces partis à les interroger sur leur absence d'engagement pour la cause animale.

Nos voix comptent !

Beaucoup d'objets parlementaires visant une meilleure protection des animaux ont été rejetés par une majorité de parlementaires durant la dernière législature. Nos votes peuvent empêcher la réélection de ces parlementaires et les remplacer par des candidats qui s'engagent pour la protection des animaux.

Pour connaître les candidats favorables à la protection des animaux dans les cantons romands, consultez la page 8





www.animaux-parlement.ch

Choisissez les bons candidats

Divers menus déroulant permettent de trouver pour chaque canton les noms des candidats et élus favorables à la protection des animaux, également ceux qui s'y opposent ou qui agissent contre une amélioration de la situation actuelle.

Animaux-parlement est apolitique. Le classement des élus et candidats prend exclusivement en compte le domaine de la protection animale, indépendamment des idées et objectifs des partis qu'ils représentent.

Consultez régulièrement animaux-parlement, il sera constamment mis à jour jusqu'aux élections fédérales.

The screenshot shows the homepage of the website. At the top right are language links for FR, DE, and IT. Below them is a large image of the Swiss Parliament interior. A blue circle on the right contains the text "Wer setzt sich für Tiere ein? Qui défend les animaux? Chi difende gli animali?". Below the image are navigation links: ACCUEIL, PARLEMENT FÉDÉRAL, ELECTIONS FÉDÉRALES 2019, QUI SOMMES NOUS, NEWS, CONTACT, TÉLÉCHARGEMENTS, and a RECHERCHER... search bar.

NEWS

PARLEMENT FÉDÉRAL - NOUVELLE LOI CONTRE LE FOIE GRAS, LA CUIRURE ET AUTRES CRUAUTÉS ENVERS LES ANIMAUX 20 mars 2019	ZÜRICH - TENTATIVE D'AFFAIBLIR LE DROIT DE RECOURS DE LA COMMISSION SUR L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE 17 décembre 2018	INTERPELLATION SUR LA HAUSSE DE L'EXPÉRIMENTATION ANIMALE CLASSÉE SANS SUITE 17 décembre 2018
---	--	---

Sur les 11 membres de la commission, trois sont issus de la protection des animaux. Des députés UDC et UDP du Grand Conseil ont déposé une initiative parlementaire pour leur retirer leur droit de recours. Déposée au Grand conseil zurichois...

Déposée le 30 septembre 2016 par la Conseillère nationale verte Maya Graf (BL), l'interpellation 16.3839 « Hause du nombre d'expériences sur les animaux dans les hautes écoles. Qu'en est-il de la pesée des intérêts? » a été classée sans suite. Le motif ?...

1 2 3 4 5 Dernier

MERCI !

Pour tous nos membres qui n'ont pas accès à internet, le bureau LSCV vous fournira volontiers la liste des candidats pour la protection des animaux de votre canton.

Animaux-parlement est soutenu par les 32 organisations suivantes :

LSCV - Alliance animale Suisse - Animal Trust - Animae - Tier im Recht - Wildtierschütz Schweiz - Stop gavage - Sea Shepherd - Swissveg - Animal Rights Fribourg - Association La Colline aux lapins - Fondation MART - Ligue vaudoise pour la défense des animaux et contre la vivisection - PEA - SOS chats Noirague - SPA de la Chaux-de-Fonds - ProTier - Stiftung für Tierschutz und Ethik - Animalfree Research - AG STG - Dachverband Berner Tierschutzorganisationen DBT - Tier im Fokus - Gnadenhof Luna - Tierschutzverein Nidwalden - Susy Utzinger - Zürcher Tierschutz - Tierrettungsdienst - Hunde-Partei - Verein zum Schutze der bedrohten Wildtiere - ProVogel - Tierpartei - Animal Rights Switzerland



Elections fédérales 2019

Pour la protection des animaux



Vaud

POP

Dridi Zakaria
Grand Christophe
Jobin Caroline
Keller Vincent
Manzoni Joaquim
Misiego Céline
Schneider Marie

Parti Socialiste

Bendahan Samuel
Freymond Cantone
Fabienne
Pilloud Romain
Progin Sylvie
Ballet Stéphane
Crottaz Brigitte
Tschopp Jean

Jeunesse soc. vaudoise

Cantone Camille
Danesi Clémence
Janeiro Margarida
Jara Zélie
Amy Jeanne
de Vargas Samuel
Henrioud Mehdy
Martinez Kelmy
Munk Bertil
Petoud Audrey
Raccaud David
Waeber Julien-Clément

Verts

Brélaz Daniel
Company Xavier
Gemperli Pascal

Mahaim Raphaël
Marendaz Mathilde
Michaud Gigon Sophie
Mocchi Alberto
Podio Sylvie
Porchet Léonore
Jaccard Nathalie
Mausner Valérie
Mischler Maurice
Romanens Léa
Studer Léonard

Jeunes Verts
Cheseaux Loïs
Chevalley Ella-Mona
Gay Victoria
Illi Cynthia
Muyldemans Rémi
Polo Carrard Alice
Gafner Oleg
Schenker Théophile
Seghrouchni Younes

Vert'Libéraux
Chevalley Isabelle
Chapuisat Jean-François
Gilgen Caroline
Weber Koppenburg Céline
Courdesse Régis
Dupertuis Michael
Gruber Florian

Jeunes Verts'libéraux
Cavalli Virginie
Bettex Laetitia
Bruggmann kelvin
Caron Margaux
Held Alexandre
Paquier Mathias

PDC
Iori Fiorenzo



Fribourg

Parti des Artistes

Claudio Rugo

Centre gauche PCS

Collaud Gerald

Jeunes Verts

Brodard Ophélie
Haymoz Olive

Verts

Ballmer Mirjam

Parti Socialiste

Catherine Plüss
Godat Claudine
Ursula Schneider Schüttel
Bongard David
Jutzen Erwin
Thoos Raoul
Jeunes socialistes
Tinguely Leo

Jeunes Verts'libéraux

Bernasconi Julie
Conde Benjamin
Grandjean Loris
Grandjean Oriane
Werro Céline

Vert'Libéraux

Gross Adrian
Lüthi Karine

Parti Evangélique

Lehmann Mirjam

Jeunes PLR

Zermatten Estelle

PBD

Gauss Mathieu
Jaria Anthony



Genève

Verts

Bonny Didier
de Rougemont Philippe
Dujoux Valentin
Herren Yves
Khamis-Vannini-Uzma
Klopfenstein Brog. Delphine
Marchesini Francesca
Mazzzone Lisa
Pasquier-Eichenberger

Isabelle
Walder Nicolas
Bänziger Ruth
Eckert Pierre

Jeunes Verts

Ardizzone Ivan
De Felice Nicolas
Desbiolles Sophie
Haas François
Peterschmitt Léo
Knight Quentin

Parti Socialiste

de Sainte Marie Romain
Wenger Thomas
Dandrès Christian
Fehlmann Rielle Laurence
Friedli Aurélie

Vert'Libéraux

Matter Michel
Fontana Jérôme
Wuarin Marc
Borel Jeremy
Peyraud Alexandre
Sawerschel Marie-Claude

PDC

Deiana Ivan

Jeunes PLR

Azarpey Darius
Provini Maxime
Steiner Matthieu



Jura

Verts

Hennequin Erica
Robert-Charrue Lind. Céline
Comment Jean-Marc
Godat Pauline

Jeunes PS

Hanini Leila,
Martins Joakim

PDC

Chaignat-Arnoux Françoise



Neuchâtel

POP

Dursun Derya

Solidarités

Bachmann Zoé
Ebel Marianne

Parti Socialiste

Jaquet Gregory
Locatelli Silvia

Verts

Pantillon Veronika
Vara Céline

Vert'Libéraux

Auchlin Maxime
Hirter Jennifer
Noyer Julien

UDC

Hainard Pierre



Valais

PS

Dallinge Aymeric
Vetter Yann
Alpiger Claudia
Barras Benoît
Caloz Aline
Reynard Mathias

Verts

Ingold Caroline
Lugon Céline
Savioz Jérémie
Di Marco Magali
Ducrey Christian
Künzle Marianne
Michelod Mathilde
Morisod Kevin

UDC

Zacharias Ronald

Ne votons pas pour des candidats qui se fichent de la protection des animaux

A l'exception des cas où ce sont les partis politiques qui ont refusé de fournir les noms et contacts de leurs candidats, tous les autres candidats à l'élection ont reçu un questionnaire au début de l'été, puis une deuxième fois en septembre pour ceux qui n'y avaient pas encore répondu. Les candidats dont le nom n'apparaît pas ci-dessus sont soit des candidats qui ne sont pas favorables à la protection des animaux, soit des candidats qui n'ont pas voulu répondre. Dans les deux cas, on peut comprendre qu'ils n'agiront pas pour défendre les animaux s'ils sont élus.



Permis de construire refusé pour notre projet pédagogique

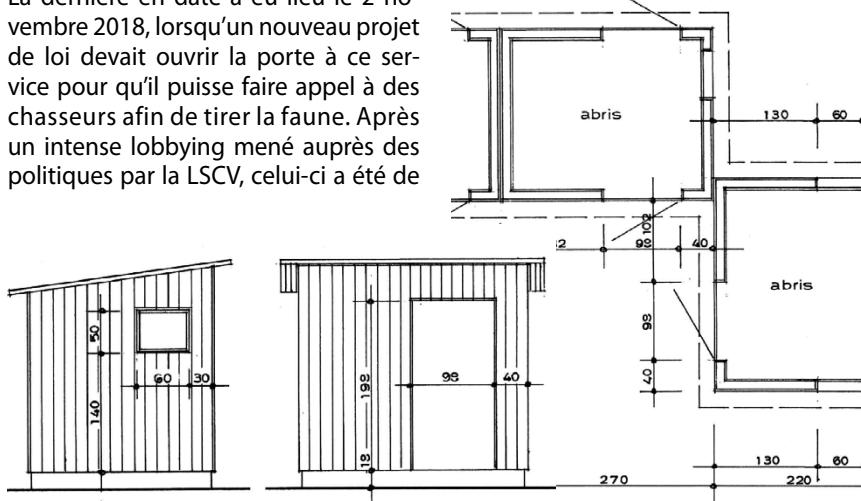
Dans notre précédent journal de juin, nous vous avions décrit notre projet d'héberger quelques chèvres, moutons, porcs, poules et lapins issus de sauvetages, sur une parcelle de 2'600 m² dans la campagne genevoise. L'objectif étant de créer un site pédagogique en vue de sensibiliser les visiteurs à la protection et aux droits des animaux.

Afin de pouvoir fabriquer les quatre abris et clôtures nécessaires, nous avons déposé le 8 mars 2019 une demande d'autorisation de construire auprès de l'administration genevoise. Notre demande, qui ne devait être qu'une formalité traitée en quelques semaines, a étrangement tiré en longueur. L'explication est venue le 18 juin, avec un refus de notre demande. A la base du refus, on trouve celui de l'Office de l'agriculture et de la nature (OCAN). Ce même service qui essaye depuis des années de faire revenir discrètement les chasseurs dans ce canton, bien que la chasse y soit interdite depuis plus de 40 ans. Jusqu'à présent, la LSCV a réussi à faire échouer chacune de ces tentatives.

La dernière en date a eu lieu le 2 novembre 2018, lorsqu'un nouveau projet de loi devait ouvrir la porte à ce service pour qu'il puisse faire appel à des chasseurs afin de tirer la faune. Après un intense lobbying mené auprès des politiques par la LSCV, celui-ci a été de

justesse refusé par 45 voix contre 42. De quoi faire enrager l'OCAN qui échouait une fois encore si près du but.

L'OCAN n'étant en rien impacté par notre projet pédagogique, qui se situe sur une parcelle privée et clôturée, son opposition ressemble donc à une bête mesure de rétorsion à l'encontre de la LSCV. Nous avons déposé un recours auprès du Tribunal administratif contre ce refus en date du 20 août 2019. Malheureusement, une décision n'est pas attendue avant le début de l'année 2020. Ce qui devrait repousser les travaux prévus d'une année.



Quel nom pour le terrain LSCV ?

Un grand merci aux membres qui ont répondu à notre appel pour trouver un nom à ce lieu. Parmi les propositions reçues, des noms tels que *Terra Alexandra*, *Novus via* ou *Happypolis* nous ont particulièrement plu.



«La plupart des études sont fausses»

Pour John Ioannidis, professeur de médecine à Stanford, «La majorité des articles publiés, même dans les revues sérieuses, sont mauvais». Spécialisé dans «l'étude des études» et pourfendeur de la mauvaise recherche scientifique, c'est lui qui publiait en 2005 déjà un article au titre évocateur (1) : «Pourquoi la plupart des études publiées sont fausses». Téléchargé plus de 700'000 fois, cet article a provoqué une onde de choc. Pour quels résultats? Seuls quelques progrès auraient été faits en 15 ans, selon le professeur.



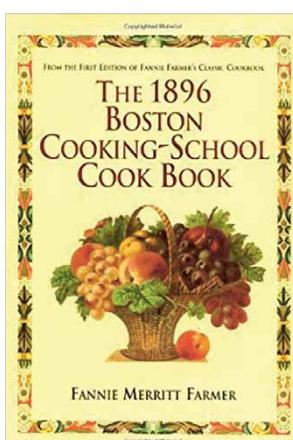
Les dangers mortels du persil et de la farine

Il y a quelques années, Ioannidis et son collègue Jonathan Schoenfeld, avaient pioché 50 ingrédients parmi les plus utilisés dans un vieux livre de recettes de cuisine -le *Boston Cooking-School Cook Book*, un pavé de plus de 700 pages paru pour la première fois en 1896- et regardé combien avaient été associés à un risque ou à un bénéfice face au cancer.

Pour ce faire, ils ont épulé 300 études récentes publiées dans des revues scientifiques.

La réponse ? Sur les 50 ingrédients, 40 sont à risque ! Une liste incluant sel, sucre, persil et même la farine. «Tout ce que nous mangeons est-il lié au cancer ?» se sont-ils demandé avec ironie dans un article publié (2) en janvier 2013.

Leur question pointe un problème connu dans le monde de la recherche. Trop d'études utilisent des échantillons trop petits pour aboutir à des conclusions statistiquement solides. Mais en raison de la pression qui pèse



tats. Ioannidis avait démontré (3) lors d'une analyse menée en 2014, que seul un tiers des études parues dans les trois plus importantes revues scientifiques avaient pu être reproduites par d'autres chercheurs.

Pour le professeur, la médecine, l'épidémiologie, les essais cliniques de médicaments et les études sur la nutrition ne font guère mieux, notamment lors de réplications. «Dans les sciences biomédicales et ailleurs, les scientifiques n'ont qu'une formation superficielle en statistiques et en méthodologie». Trop d'études portent sur seulement quelques individus, empêchant de généraliser à une population entière, car les participants retenus ont peu de chance d'être représentatifs.

«Le régime alimentaire est l'un des domaines les plus constants», explique Ioannidis. Pas seulement à cause des conflits d'intérêts avec l'industrie agroalimentaire, mais également parce que mesurer un régime alimentaire est extrêmement difficile.

Comment quantifier exactement ce que les gens mangent ? Même quand la méthode est bonne, avec une étude où les participants sont choisis aléatoirement, l'exécution laisse parfois à désirer. Une célèbre étude de 2013 sur les bienfaits du régime méditerranéen contre les maladies du cœur avait dû être retirée par l'une des plus prestigieuses revues médicales, le *New England Journal of Medicine*. Les participants n'avaient pas tous été recrutés aléatoirement et les résultats ont du être revus à la baisse.

sur les chercheurs, de la concurrence entre les revues et de l'intérêt aveugle des médias pour la publication d'études annonçant une révolution à chaque conclusion, ces articles continuent d'être publiés.

Contrôle des données impossibles

Trop peu de revues exigent que les auteurs fournissent leurs données brutes et publient préalablement leur protocole. Cette transparence permet pourtant de réduire les risques que les chercheurs adaptent leurs méthodes et données afin de trouver le résultat espéré. Elle permet surtout à d'autres chercheurs de vérifier ou reproduire l'étude. Car lorsqu'elles sont refaites, les expériences aboutissent rarement aux mêmes résultats.



Des études mal conçues et pouvant être mortelles

Dans leur livre *Ending Medical Reversal*, Vinayak Prasad et Adam Cifu énumèrent les exemples de pratiques adoptées sur la base d'études qui ont été invalidées des années après. Comme la pose de stents (petite prothèse tubulaire) dans une artère du cerveau pour réduire le risque d'accident vasculaire cérébral. Ce n'est qu'au bout de dix ans qu'une étude rigoureuse a démontré que la pratique augmentait en fait le risque d'AVC.

«Le système n'incite pas les gens à aller dans la bonne direction», déclarait à l'agence France presse (AFP) Ivan Oransky, journaliste cofondateur du site Retraction Watch, qui couvre les retraits d'articles scientifiques. «Nous voulons développer une culture où l'on récompense la transparence». Pour lui, le problème vient aussi des médias, qui doivent mieux expliquer à leurs lecteurs les incertitudes inhérentes à la recherche scientifique, et résister au sensationnalisme. «Le problème, c'est la succession sans fin d'études sur le café, le chocolat et le vin rouge», se plaint-il. «Il faut qu'on arrête».

Sources

(1) <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/16060722>

(2) <https://academic.oup.com/ajcn/article/97/1/127/4576988>

(3) <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1001747>



Un mini-cœur imprimé en 3D à partir de tissu humain

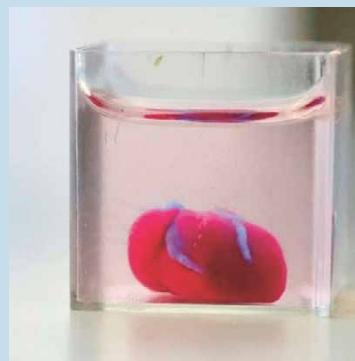
En avril 2019, des chercheurs de l'université de Tel-Aviv ont présenté un prototype de cœur vascularisé - actuellement de la taille d'une cerise - imprimé dans son intégralité, avec ses cellules et ses vaisseaux sanguins. L'avancée majeure de ce modèle réside dans le fait qu'il a été imprimé à partir de cellules prélevées sur le tissu d'un patient, ce qui permet de réduire les risques de réaction immunitaire de l'organisme en cas de transplantation.

Les maladies cardiaques sont la principale cause de décès chez les hommes et les femmes aux États-Unis. La transplantation cardiaque est actuellement le seul traitement disponible pour les patients atteints d'insuffisance cardiaque au stade terminal. En raison de la grave pénurie de donneurs, le développement de nouvelles approches pour régénérer le cœur malade pourrait sauver de nombreuses vies.

Pour développer leur modèle, les chercheurs ont effectué des biopsies de tissu adipeux chez des patients. Les cellules ont été reprogrammées pour devenir des cellules souches pluripotentes, et la matrice extracellulaire (MEC), un réseau tridimensionnel de macromolécules extracellulaires telles que le collagène et les glycoprotéines, a été transformée en un hydrogel pour servir d'encre d'impression. Après mélange avec l'hydrogel, les cellules ont été différencierées en cellules cardiaques ou endothéliales, afin de créer des patchs cardiaques vascularisés, mais aussi des structures cellulaires entières avec leurs principaux vaisseaux.

Les travaux des chercheurs ont fait l'objet d'une publication (1) dans la revue scientifique «Advanced Science».

(1) Nadav Noor, Assaf Shapira, Reuven Edri, Idan Gal, Lior Wertheim, Tal Dvir: 3D Printing of Personalized Thick and Perfusionable Cardiac Patches and Hearts. Advanced Science, 2019; 1900344 DOI: 10.1002/advs.201900344
<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/advs.201900344>



Le cœur fabriqué correspond parfaitement aux propriétés immunologiques, cellulaires, biochimiques et anatomiques du patient sur lequel le tissu a été prélevé.

Erreurs et manipulation des données expérimentales

Les chercheurs avaient été déçus en 2009, lorsque l'essai clinique d'un nouveau vaccin antituberculeux n'avait pas produit les effets attendus. Mais cet essai aurait-il dû être lancé, alors que les résultats obtenus sur des animaux avaient déjà suscité des doutes ? C'est la question soulevée par Deborah Cohen, rédactrice adjointe de la prestigieuse revue médicale BMJ. Menée sous sa direction, l'enquête (1) publiée le 11 janvier 2018 dévoile la façon dont les chercheurs ont manipulé les données issues de l'expérimentation animale, pour obtenir des fonds et l'autorisation de mener une étude sur des humains.



L'étude d'un vaccin contre la tuberculose remet en question l'utilisation sélective des données issues de l'expérimentation animale.

Le cas du vaccin MVA85A

Alors qu'en médecine clinique, les registres d'essais empêchent la présentation sélective de preuves, il n'existe pas de mesures identiques pour les données issues des études précliniques menées sur des animaux. L'enquête a pris l'exemple du MVA85A, un vaccin développé par des chercheurs de l'Université d'Oxford pour renforcer l'efficacité du vaccin BCG et fournir une protection

supplémentaire contre la tuberculose, responsable de plus d'un million de morts par an. Si le vaccin avait démontré son efficacité sur des animaux, il n'avait montré aucun bénéfice lors d'une étude menée en juillet 2009 sur 2'800 nourrissons en Afrique du Sud. Les parents, qui avaient donné leur accord pour cette étude, avaient reçu l'assurance que le vaccin préalablement testé sur des souris, des cochons d'Inde, des bovins et des singes, s'était avéré « sûr et efficace ».

Sélection et manipulation des données

En 2015, une revue systématique indépendante avait déjà conclu que les résultats des études menées sur les animaux pour le MVA85A avaient été surestimés. L'enquête BMJ démontre que des données obtenues sur les singes avaient soulevé des doutes auprès des chercheurs. Mais que ces données n'avaient pas été incluses dans les informations communiquées pour l'approbation et le financement des essais humains du vaccin. L'enquête montre également les difficultés à obtenir des informations de base telles que le protocole d'étude et la demande d'approbation éthique pour mener l'étude.

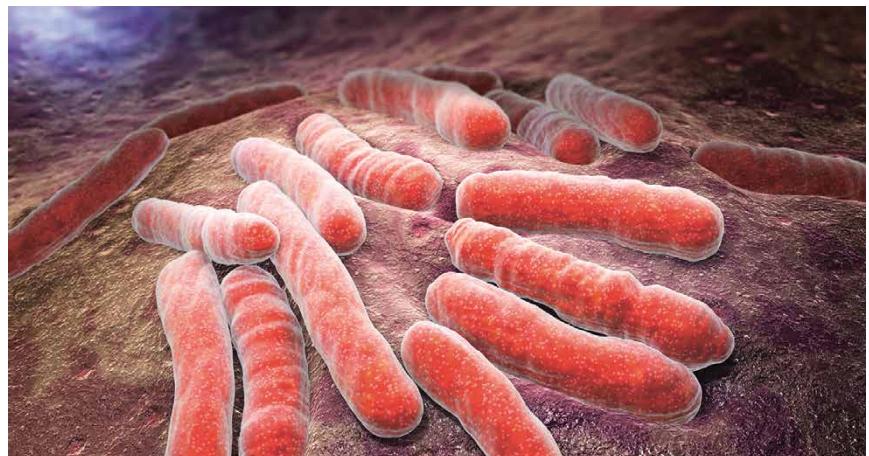
Pour Jonathan Kimmelman, professeur agrégé à l'unité d'éthique biomédicale de l'Université McGill au Canada, il ne s'agit pas d'un cas isolé. Il est largement reconnu que les études sur les animaux, destinées à soutenir le développement de médicaments, sont souvent entachées de défauts de méthodologie ou données manipulées, lesquels ne sont souvent pas identifiés par les autorités et les comités d'éthique.

Dans un éditorial (2) du BMJ publié le même jour, Malcolm Macleod, professeur de neurologie et de neuroscience translationnelle à l'Université d'Édimbourg rappelle la nécessité de « développer des moyens plus efficaces et plus systématiques pour établir quand un médicament est prêt pour les essais cliniques chez l'homme ».

Sources

(1) Oxford TB vaccine study calls into question selective use of animal data
BMJ 2018;360doi:<https://doi.org/10.1136/bmj.j5845> (Published 10 January 2018)
Cite this as: BMJ 2018;360:j5845
<http://www.bmjjournals.org/content/360/bmj.j5845>

(2) Learning lessons from MVA85A, a failed booster vaccine for BCG
BMJ 2018;360doi:<https://doi.org/10.1136/bmj.k66> (Published 10 January 2018)
Cite this as: BMJ 2018;360:k66
<http://www.bmjjournals.org/content/360/bmj.k66>



Jede Spende zählt!

Die LSCV erhält keine Mittel von der öffentlichen Hand und ist deshalb vollständig unabhängig. Spenden sind grundsätzlich von den Steuern absetzbar, je nach Wohnort gelten jedoch andere Regeln. Sie können Ihre Spende oder Ihren Mitgliederbeitrag mit dem Einzahlungsschein, der dieser Zeitung beiliegt, oder per E-Banking überweisen. Jahresbeitrag für Mitglieder: mindestens CHF 15.-

Wenn möglich verwenden Sie bitte einen Zahlungsauftrag oder E-Banking, da diese für uns gebührenfrei sind. Für jede Einzahlung am Postschalter berechnet uns die Post eine Gebühr von 1.50 bis 3.55 Franken.

Vielen herzlichen Dank!

Kontaktpersonen

Haben Sie Fragen zu Tierversuchen oder zur LSCV oder wollen Sie ein Tierschutzprojekt umsetzen?

Unser Präsident Luc Fournier beantwortet Ihre Fragen gerne. Kontaktieren Sie ihn unter l.fournier@lscv.ch

Möchten Sie eine Aktion oder Demo organisieren oder bei einer Aktivistengruppe mitmachen?

Wenden Sie sich für die Deutschschweiz an unseren Vizepräsidenten Benjamin Frei: b.frei@lscv.ch



Für die Romandie sind unsere Vorstandskreterin Laurianne Nicoulin und Paul Ecoffey zuständig. Sie erreichen sie unter: actions@lscv.ch



Haben Sie eine administrative oder allgemeine Frage oder möchten Sie direkt mit einem Vorstandsmitglied Kontakt aufnehmen?

Kontaktieren Sie unser Sekretariat per E-Mail oder unter der Nummer 022 349 73 37: Laurianne Nicoulin (Französisch, Englisch) oder Charly Pache (Deutsch) sind am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.00 bis 12.30 und von 14.00 bis 16.00 für Sie da.



Haben Sie Fragen zu tierversuchsfreier Hunde- und Katzenfahrung?
Kontaktieren: petfood@lscv.ch

Haben Sie Fragen zu politischen Aktionen im Bereich Tierschutz im eidgenössischen Parlament? Kontaktieren: info@tier-parlament.ch

Legate sind steuerfrei

Die LSCV ist als gemeinnützige Organisation anerkannt und die ihr zugewendeten Legate sind steuerbefreit.

Möchten Sie uns besuchen?

Wir begrüssen Sie gerne am Montag, Dienstag, Donnerstag und Freitag von 9.30 bis 12.30 Uhr und 14.00 bis 17.00 Uhr, am LSCV-Sitz in Genf.

Adresse:
Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
T 0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Postadresse:
LSCV, Postfach 148, 1226 Thônex

Als Mitglieder halten Sie die LSCV-Zeitung viermal jährlich

Bitte teilen Sie uns Adressänderungen mit. Die Post berechnet uns 2.00 Franken pro retournierte Zeitung und teilt uns neue Adressen nicht mehr mit.

Lassen Sie es uns bitte wissen, wenn Sie die Zeitung nicht erhalten. Die Zeitung erscheint jeweils im März, Juni, September/Oktobe und Dezember.

Helfen Sie mit, unsere Infos zu verteilen

Sie möchten die LSCV-Zeitung in den Briefkästen in Ihrem Wohnquartier oder an einem anderen Ort verteilen? Wir schicken Ihnen gerne die gewünschte Anzahl Exemplare zu.

Mitgliederbeiträge und Spenden

Von der Schweiz aus
Konto-Nr. 12-2745-6
IBAN: CH38 0900 0000 1200 2745 6

Von der EU aus in Euro
Konto-Nr. 91-438913-2
IBAN: CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC: POFICHBEXXX

Bankadresse: PostFinance,
Nordring 8, 3030 Bern
Kontoinhaber: Schweizer Liga
gegen Tierversuche und für die
Rechte des Tieres
Adresse: Postfach 148, 1226 Thônex

LSCV-Buchhandlung und Café

HAPPY BOOKS

Geöffnet von Montag bis Samstag, 9.00 bis 19.00 Uhr. Vegane Küche.
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Fribourg
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Tierversuche und für die Rechte des Tieres (LSCV)

Die LSCV wurde in Genf im Jahr 1883 im Rahmen der Bewegung gegen die Vivisektion gegründet, die in den 1870-Jahren in England entstand. Die LSCV ist ein Verein gemäss Art. 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches. Ihre Funktionsweise, ihre Aktivität, ihre Ziele, die Ernennung ihres Vorstandes und die Verwendung ihrer Guthaben wurden in den Vereinsstatuten festgelegt, welche ihre Mitglieder an der Generalversammlung vom 30. Juni 1978 verabschiedeten. Der Sitz der LSCV befindet sich in Genf. Seit 1993 sind die Büros in einem Chalet, in der Genfer Gemeinde Thônex untergebracht. Gemäss Art. 2 ihrer Statuten strebt die LSCV die völlige Abschaffung „von medizinischen, wissenschaftlichen oder kommerziellen Versuchen am lebenden Tier“ an. Sie setzt sich für die „Schaffung einer gesamtschweizerischen Gesetzgebung, die den Schutz und die Achtung der Rechte des Tieres garantieren“ sowie die „Förderung der ständigen Verbesserung dieser Gesetzgebung und (die) stete Kontrolle ihrer strikten Anwendung“ ein. Sie fördert und unterstützt finanziell die „Anerkennung neuer Methoden wissenschaftlicher Forschung“, welche die Aufhebung von Tierversuchen ermöglicht. Sie fördert und unterstützt insbesondere so genannte Ersatz- (oder Alternativ-)methoden. Diese verwenden menschliche Gewebe oder Zellen (in vitro Modelle), die beispielsweise aus in Krankenhäusern durchgeführten Biopsien stammen, oder bio-informatische Daten (in silico Modelle). Gemäss Art. 19 ihrer Statuten verfolgt die LSCV keine gewinnbringenden Aktivitäten. Die Gelder dürfen nur für die erwähnten Ziele eingesetzt werden. **Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Wenn nicht anders vermerkt, sind alle Artikel von der LSCV in französischer Sprache verfasst und anschliessend übersetzt. // **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** LSCV // **Druck:** Recycling-Papier 80 g/m² // **Adresse:** LSCV, Postfach 148, CH - 1226 Thônex

Édito

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga, Liebe Leserinnen und Leser

Der Genfer Staatsrat hat das Abstimmungsdatum für unsere Volksinitiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche» festgelegt: Sie kommt am 24. November 2019 vor Genfer Stimmvolk. Wenn Sie diese Zeilen lesen, hat unsere Informationskampagne bereits begonnen. In Kurzvideos, die wir über die sozialen Netzwerke verbreiten, informieren wir die Bevölkerung darüber, wie Tierversuche in der Praxis tatsächlich aussehen. Zudem wollen wir darauf aufmerksam machen, dass die Zahl der Tierversuche an Schweizer Hochschulen in den letzten Jahren fast kontinuierlich zugenommen hat. Viele dieser Versuche sind so absurd, dass schon von vornherein klar ist, dass ihre Ergebnisse bloss in irgendeiner Schublade landen werden.

Unsere Initiative will ein Beschwerderecht gegen rechtswidrig erteilte Tierversuchsbewilligungen einführen. Eine Beschwerdemöglichkeit gegen besonders umstrittene Tierversuche und die damit verbundenen Verfahren wären auch eine gute Gelegenheit, um die Tierversuchspraxis der Hochschulen an die Öffentlichkeit zu bringen. Wenn die Bevölkerung wüsste, um was für unsinnige Versuche es sich dabei tatsächlich handelt, wäre sie mit Sicherheit deutlich kritischer gegenüber der aktuellen Situation.

Die Erfolgsschancen für unsere Initiative sind eher gering. Die Mehrheit der Bevölkerung ist bereit, Tierleid hinzunehmen, wenn dadurch medizinische Fortschritte erzielt werden. Paradoxerweise ist genau das die Ebene, auf der wir die Abstimmung gewinnen können: Die Qualität und die Aussagekraft der aktuellen Forschung sind ungenügend. Neun von zehn neuen Molekülen, die bei mehreren Tierarten eine positive therapeutische Wirkung gezeigt haben, erweisen sich in den Tests am Menschen als ungeeignet. Entweder kann die positive Wirkung nicht nachgewiesen werden oder es treten gesundheitsgefährdende Nebenwirkungen auf, die im Tierversuch nicht festgestellt wurden. Obwohl die Moleküle zuerst in Tausenden von Tierversuchen getestet werden, liegt die Misserfolgsquote also bei 90 Prozent – eine enorme Verschwendug von Leben und Ressourcen. Die Durchführung von unnützen Tierversuchen verhindern und so öffentliche Mittel für die Entwicklung von neuen, tierfreien Forschungsmethoden freisetzen: das ist das Ziel unserer Initiative und ein erster Schritt hin zur Abschaffung der Tierversuche.

Liebe LSCV-Mitglieder aus dem Kanton Genf: Wir brauchen Sie!

Etwa 2000 unserer Mitglieder wohnen im Kanton Genf. Helfen Sie uns: Verteilen Sie während der Abstimmungskampagne unsere Flyer. Sprechen Sie in Ihrem Bekanntenkreis über die Initiative. Wir sind auf Ihre Unterstützung angewiesen!

Eidgenössische Wahlen vom 20. Oktober 2019

Ein weiterer wichtiger Termin sind die eidgenössischen Wahlen. Unterstützen Sie Kandidatinnen und Kandidaten, die sich für die Tiere einsetzen. Wie schon 2015 gehören die meisten von Ihnen einer Linkspartei an. Es ist unglaublich, dass Parteien wie die FDP oder die SVP im National- und Ständerat auch heute noch massiv gegen das Tierwohl stimmen. Wir haben die mehreren Tausend Kandidierenden zu verschiedenen Themen wie Tierversuche, Pelz, Tierzucht usw. befragt. Die Auswertung ihrer Antworten finden

Sie auf der Website tier-parlament.ch sowie auf den Seiten 19 und 21 in dieser Zeitung. Es ist das Parlament, das über die Gesetze abstimmt, die unseren Umgang mit den Tieren und besonders auch die Tierversuche regeln. Im Namen der Tiere: Unterstützen Sie Kandidierende, die Tiere schützen.

Wir wünschen Ihnen eine interessante Lektüre und grüssen Sie herzlich.

Luc Fournier
Präsident



+++ Agenda +++

27.–28. September 2019 – Genf

CrabCore Fest II – LSCV-Stand am Metal-Festival in der Villa Tacchini

29. Oktober 2019 – Zürich

18 Uhr – Universität Zürich – monatliche Demo – Stoppt Primatenversuche!



November 2019 – Freiburg

Veganer Monat, organisiert vom Verein PEA, mehrere Events in Zusammenarbeit mit der LSCV-Buchhandlung Happy Books. Programm erscheint demnächst.

16. November 2019 – Zürich

«Stopp Pelz!»-Demo.
13.30 Uhr - Start beim Helvetiaplatz.



19. November 2019 – Zürich

18 Uhr – ETH Zürich – monatliche Demo – Stoppt Primatenversuche!



Fehlerhafte und manipulierte Daten in Tierversuchsstudien

Zur Enttäuschung der Forschenden zeigte ein neuer Tuberkuloseimpfstoff in der klinischen Studie nicht die gewünschte Wirkung. Doch hätte die Studie am Menschen überhaupt durchgeführt werden dürfen, wo doch bereits in den Tierversuchen Zweifel an der Wirksamkeit aufgekommen waren? Diese Frage stellte Deborah Cohen, Redaktorin bei der renommierten medizinischen Fachzeitschrift BMJ. Ihre Recherchen zu einem am 11. Januar 2018 veröffentlichten Artikel (1) deckten auf, dass die Forscher die Daten aus den Tierversuchen manipuliert hatten, um die Mittel und die Bewilligung für eine Studie am Menschen zu erhalten.



Eine Studie zu einem Tuberkuloseimpfstoff stellt die selektive Verwendung von Daten aus Tierversuchen infrage.

Der Fall des Impfstoffs MVA85A

Klinische Studien müssen in entsprechenden Registern erfasst werden, was die selektive Darstellung von Ergebnissen verhindert. Für die Daten aus den präklinischen Tierversuchen gilt diese Vorschrift nicht. Die Redaktorin untersuchte das Beispiel des Impfstoffs MVA85A. Dieser wurde von Forschern der Universität Oxford als Auffrischimpfstoff für die BCG-Impfung entwickelt.

MVA85A sollte den Schutz gegen Tuberkulose, die für über eine Million Todesfälle pro Jahr verantwortlich ist, verstärken. Im Tierversuch war der neue Impfstoff erfolgreich. Doch in einer im Juli 2009 durchgeföhrten Studie mit 2800 Kleinkindern in Südafrika zeigte er keinerlei Wirkung. Die Eltern waren bereit, an der Studie teilzunehmen, weil man ihnen versichert hatte, dass der Impfstoff zuvor an Mäusen, Meerschweinchen, Rindern und Affen getestet worden sei und sich als «sicher und wirksam» erwiesen habe.

(1) Oxford TB vaccine study calls into question selective use of animal data
BMJ 2018;360doi:<https://doi.org/10.1136/bmj.j5845> (Published 10 January 2018)
Cite this as: BMJ 2018;360:j5845
<http://www.bmjjournals.com/content/360/bmj.j5845>

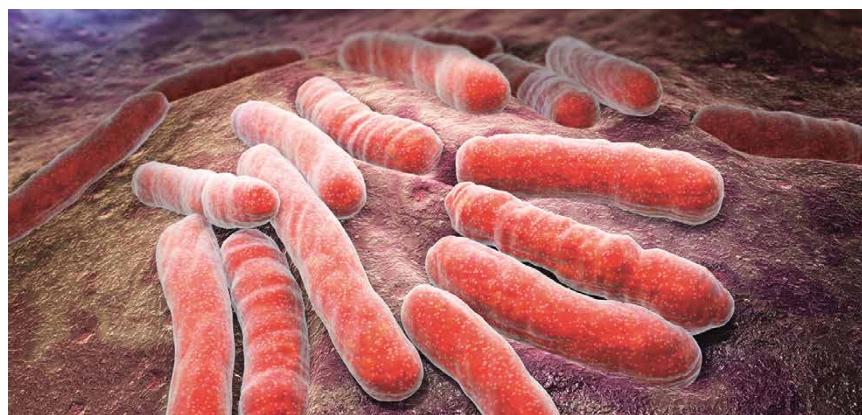
(2) Learning lessons from MVA85A, a failed booster vaccine for BCG
BMJ 2018;360doi:<https://doi.org/10.1136/bmj.k66> (Published 10 January 2018)
Cite this as: BMJ 2018;360:k66
<https://www.bmjjournals.com/content/360/bmj.k66>

Selektiv verwendete und manipulierte Daten

Bereits 2015 stellte eine unabhängige systematische Übersichtsarbeit fest, dass die Ergebnisse der für den Impfstoff MVA85A durchgeföhrten Tierversuche überwertet wurden. Die BMJ-Recherche zeigt nun, dass die Daten aus den Affenversuchen bei den Forschern Zweifel hatten aufkommen lassen. Doch ausgerechnet diese Daten waren in den Informationen, die für die Bewilligung und die Finanzierung der Studie am Menschen kommuniziert wurden, nicht enthalten. Die Recherchen der Fachzeitschrift zeigen auch auf, wie schwer es ist, an die Ausgangsdokumente wie etwa an das Studienprotokoll oder das Gesuch für die ethische Bewilligung der Studie heranzukommen.

Für Jonathan Kimmelman, Professor am Institut für biomedizinische Ethik der McGill-Universität in Kanada, ist das kein Einzelfall. Es ist allgemein bekannt, dass Ergebnisse von Tierversuchen in der Medikamentenentwicklung häufig durch methodische Fehler oder manipulierte Daten verfälscht werden, die den zuständigen Behörden und Ethikkommissionen oft entgehen.

In einem Leitartikel (2), der in der gleichen BMJ-Ausgabe erschienen ist, erinnert Malcolm Macleod, Professor für Neurologie und translationale Neurowissenschaften an der Universität Edinburgh daran, dass «*wirksamere und systematischere Methoden*» entwickelt werden müssen, «um festzustellen, wann ein Medikament für klinische Studien am Menschen bereit ist».





24. November 2019



Genf – Abstimmung zur Volksinitiative Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche

Mit Beschluss vom 17. Juli 2019 hat der Genfer Staatsrat das Datum für die Volksabstimmung festgelegt. Damit hat die Initiative, die wir im Dezember 2016 lanciert und am 20. April 2017 mit 8626 Unterschriften eingereicht haben, endlich die Zielgerade erreicht. Wird das Genfer Stimmvolk das neue Gesetz befürworten und den Mitgliedern der Tierversuchskommission ein Beschwerderecht gegen die vom Kanton erteilten Versuchsbewilligungen einräumen?

Der Staatsrat hat einen mit unwahren Behauptungen gespickten Bericht veröffentlicht und die Initiative selbstverständlich zur Ablehnung empfohlen. Etwas anderes war von der Regierung auch nicht zu erwarten, waren doch ihre Eingriffe in die Kommissionsarbeit einer der Gründe für die Lancierung der Initiative. Auch sämtliche Parteien mit Ausnahme der Jungen Grünen und der Grünliberalen lehnen die Initiative ab. Aber da auch die Politiker und Politikerinnen selbst von der Einmischung des Staatsrats in kantonale Kommissionen profitieren können, kommt diese Ablehnung ebenfalls wenig überraschend. Genauso wenig wie die fehlende Empathie für die Tiere, die in den Versuchslabors leiden. Die Arbeitsplätze und der Geldsegen für die Forschung werden über die Ethik gestellt, selbst wenn dabei eine medizinische Forschung herauskommt, die für die menschliche Gesundheit wenig bringt.

Zahl der Tierversuche im Kanton Genf um 43,96 Prozent gestiegen

Der Kanton Genf ist ein besonders guter Angriffspunkt, um das mangelhafte und ineffiziente Forschungssystem ins Wanken zu bringen. Wie in allen Hochschulkantonen nimmt die Zahl der Tierversuche auch im Kanton Genf fast jedes Jahr zu.

Zwischen 2014 und 2018, also in nur vier Jahren, ist die Zahl der Tiere, an denen Versuche durchgeführt wurden, von 29'219 auf 42'065 gestiegen. Das entspricht einer Zunahme von 43,96 Prozent. Allgemein werden an Schweizer Hochschulen heute mehr Tiervers-

suche durchgeführt als in Schweizer Pharmaunternehmen.

Elektroschocks, erzwungenes Schwimmen, Unterkühlung, Verabreichung von Drogen – das sind nur einige der Experimente, denen die Tiere in Genfer Labors ausgesetzt sind. Und wozu?

In den meisten Fällen geht es nicht etwa um die Entwicklung eines neuen Medikaments, sondern lediglich um die Beantwortung einer wissenschaftlichen Frage. Und für die Universitäten selbst geht es vor allem um die Produktion von Publikationen, die ihr Renommee und ihre Position in den internationalen Hochschulrankings verbessern sollen.

**Am 24. November 2019:
JA zur Initiative «Für eine bessere Kontrolle der Tierversuche»**

Eine Annahme der Initiative wäre eine Chance für die Finanzierung und Entwicklung von neuen, effizienten, aussagekräftigen und tierfreien Forschungsmethoden – und ein erster Schritt hin zur Abschaffung der Tierversuche und des damit verbundenen Tierleids.





Stoppt Primatenversuche in Zürich!

Samstag, 31. August 2019 – Aktivistinnen und Aktivisten aus der ganzen Schweiz sind dem Aufruf der LSCV gefolgt und haben einmal mehr die grausamen Affenversuche an der ETH und der Universität Zürich angeprangert. Die Demo führte vom Stadtzentrum zum Campus Irchel, wo die Versuche durchgeführt und die Affen gehalten werden.

Herzlichen Dank an alle, die dabei waren.

Wir kämpfen weiter, bis alle Käfige leer sind!



Baugesuch für unser pädagogisches Projekt abgelehnt

In der Juni-Ausgabe der LSCV-Zeitung haben wir Ihnen unser Projekt vorgestellt: Auf einem 2600 Quadratmeter grossen Grundstück im Genfer Hinterland wollen wir einige gerettete Ziegen, Schafe, Schweine, Hühner und Kaninchen halten und einen Lernort schaffen, an dem die Besucher für den Tierschutz und die Tierrechte sensibilisiert werden.

Für den Bau von vier Unterständen und Gehegen haben wir bei den Genfer Behörden am 8. März 2019 ein Baugesuch eingereicht. Die Bewilligung, die eigentlich als reine Formsache in wenigen Wochen hätte erledigt sein sollen, zog sich auffällig in die Länge. Die Erklärung dafür erhielten wir am 18. Juni mit der Ablehnung unseres Gesuchs. Die Ablehnung beruht auf einem negativen Entscheid des Amtes für Landwirtschaft und Natur (OCAN), also dem Amt, das seit Jahren versucht, die Jagd, die im Kanton Genf seit mehr als 40 Jahren verboten ist, durch die Hintertür wieder einzuführen.

Bis jetzt konnte die LSCV diese Pläne stets durchkreuzen.

Der letzte Versuch fand am 2. November 2018 statt, als ein neuer Gesetzesentwurf dem OCAN ermöglichen sollte, wieder private Jäger für Wildabschüsse hinzuzuziehen. Nach intensiver politischer Lobbyarbeit der LSCV wurde das Gesetz mit 45 zu 42 Stimmen knapp abgelehnt – sehr zum Missfallen des OCAN, das erneut knapp vor dem Ziel gescheitert ist. Da das Amt von dem pädagogischen Projekt auf unserem eingefriedeten Privatgelände in keiner Weise betroffen ist, scheint diese Ablehnung nichts als

eine billige Retourkutsche an die Adresse der LSCV zu sein. Wir haben am 20. August 2019 beim Verwaltungsgericht Beschwerde gegen diesen Entscheid eingelegt. Der Gerichtsentscheid ist leider nicht vor Anfang 2020 zu erwarten. Folglich dürfte sich der Beginn der geplanten Arbeiten um ein Jahr verzögern.

Wie soll das LSCV-Gelände heißen?

Vielen Dank an alle Mitglieder, die auf unsere Frage geantwortet und einen Namen vorgeschlagen haben. Von den eingegangenen Vorschlägen haben uns *Terra Alexandra*, *Novus via* und *Happypolis* besonders gut gefallen..





20. Oktober 2019 - Eidgenössische Wahlen

Wir brauchen Politiker innen und Politiker, die Tiere schützen!

Alle vier Jahre wählen die 26 Schweizer Kantone ihre 246 Vertreterinnen und Vertreter für die zwei Kammern der Bundesversammlung

Die Bundesversammlung ist das eidgenössische Parlament. Sie hat Gesetzgebungskompetenz, das heisst, sie schafft, genehmigt und verwirft die Gesetze und Verordnungen, welche die Bundesbehörden und der Bundesrat umsetzen müssen.

Alle vier Jahre bestimmen die Kantone per Volkswahl ihre Vertreterinnen und Vertreter für das eidgenössische Parlament. Dieses setzt sich aus zwei Kammern zusammen:

Die Volkskammer, der Nationalrat, hat 200 Mitglieder. Die Nationalratssitze werden nach der Bevölkerungszahl auf die Kantone verteilt. Die Kantonskam-

mer, der Ständerat, hat 46 Mitglieder. Jeder Kanton hat hier zwei, jeder Halbkanton einen Sitz.

Damit ein Gesetz genehmigt wird, muss es von beiden Räten gutgeheissen werden. Deshalb brauchen wir in beiden Kammern Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die sich für den Tierschutz einsetzen.

Die Ständeratswahlen sind dabei ebenso wichtig wie die Nationalratswahlen.

Auch wenn Tierschutz von immer mehr Menschen als wichtig angesehen wird, so wird er in der Politik kaum thematisiert. Der Schutz der schwächeren und hilflosen Lebewesen sollte aber für uns,

die wir Angst und Schmerzen empfinden können wie sie, eine moralische Verpflichtung sein. Man kann daher nur bedauern, dass sich, mit Ausnahme der Tierpartei Schweiz (TPS), keine Partei dafür einsetzt, dass den Tieren weniger Leid zugefügt wird, sei es in der Zucht, an Ausstellungen oder im Tierversuch.

In den letzten Monaten wurden zahlreiche Briefe an die National- und Ständeratskandidaten aller 26 Schweizer Kantone verschickt und Tausende von Daten ausgewertet. In einigen Kantonen sind die Ergebnisse niederschmetternd. So gibt es zum Beispiel in den Kantonen Appenzell Innerrhoden, Appenzell Ausserrhoden, Glarus, Nidwalden, Obwalden und Uri nicht einen einzigen Kandidaten, dem der Tierschutz wichtig ist. Die meisten Parteien dieser Kantone haben zudem die Herausgabe einer Kandidatenliste verweigert. Unter diesen Umständen ist es für die Wählerinnen und Wähler schwierig, eine Entscheidung zu treffen.

Umgekehrt gibt es in anderen Kantonen mehr tierschutzfreundliche Kandidatinnen und Kandidaten, als Sitze zu vergeben sind. Erstaunlich ist jedoch, dass nur sehr wenige dieser Kandidierenden der CVP, FDP oder SVP angehören. Dass der Tierschutz in diesen Parteien dermassen vernachlässigt wird, ist sehr bedauerlich. Wir laden alle Leser und alle Mitglieder dieser Parteien dazu ein, diese auf das fehlende Engagement für die Sache der Tiere anzusprechen.

Unsere Stimme zählt!

In der letzten Legislaturperiode wurden viele Ratsgeschäfte, die eine Verbesserung des Tierschutzes zum Ziel hatten, von der Mehrheit der Parlamentarier verworfen. Mit unserer Stimme können wir die Wiederwahl dieser National- und Ständeräte verhindern und stattdessen Kandidatinnen und Kandidaten wählen, die sich für die Sache der Tiere einsetzen.

Deutschschweizer Kandidatinnen und Kandidaten, die sich für den Tierschutz einsetzen, finden Sie unter 19-21.





www.tier-parlament.ch

tier-parlament.ch wird von folgenden Organisationen unterstützt:

LSCV - Alliance animale Suisse - Animal Trust - Animae - Tier im Recht - Wildtierschütz Schweiz - Stop gavage - Sea Shepherd - Swissveg - Animal Rights Fribourg - Association La Colline aux lapins - Fondation MART - Ligue vaudoise pour la défense des animaux et contre la vivisection - PEA - SOS chats Noirague - SPA de la Chaux-de-Fonds - ProTier - Stiftung für Tierschutz und Ethik - Animalfree Research - AG STG - Dachverband Berner Tierschutzorganisationen DBT - Tier im Fokus - Gnadenhof Luna - Tierschutzverein Nidwalden - Susy Utzinger - Zürcher Tierschutz - Tierrettungsdienst - Hunde-Partei - Verein zum Schutze der bedrohten Wildtiere - ProVogel - Tierpartei - Animal Rights Switzerland

Wählen Sie die guten Kandidaten

Mit Dropdown-Menüs findet man nach Kantonen die Kandidaten und Gewählten denen Tierschutz etwas bedeutet, aber auch jene die dem Thema gleichgültig gegenüber treten oder sogar dagegen handeln.

tier-parlament ist unpolitisch. Das Ranking der Kandidatinnen und Kandidaten zieht nur Tierschutzfragen in Betracht, ohne auf Ideen und Ziele der Parteien Rücksicht zu nehmen.

Keine Stimme für Kandidaten, denen der Tierschutz egal ist.

Alle Kandidatinnen und Kandidaten, die für die Wahlen aufgestellt sind, haben bereits im Frühsommer einen Fragebogen erhalten. Denjenigen, die nicht geantwortet haben, wurde der Fragebogen im September ein zweites Mal geschickt. Nur die Kandidierenden, deren Partei die Liste nicht bekanntgeben wollte, konnten nicht angeschrieben werden. Kandidatinnen und Kandidaten, die im Folgenden nicht aufgeführt sind, setzen sich entweder nicht für den Tierschutz ein oder waren nicht bereit, die Fragen zu beantworten. In beiden Fällen kann man davon ausgehen, dass sie sich nach einer Wahl nicht für das Wohl der Tiere einsetzen werden.



**St.
Gallen**

SP
Zenuni Bujar
Gysi Barbara

JUSO
Eberhard Lena
Miotto Anna Ladina
Räbsamen Timo
Rizvi Miriam
Rüdiger Leo
Scheck Andrea

GLP
Leutenegger Johannes
Vernazza Pietro
Betschart Yves
Bisig Andreas
Niederhauser Nadine
Tanner Jörg
Uebelhart Tobias

EDU
Leisi Lisa

Parteifrei
Graf Andreas
Härtl Markus
Osterwalder G. Luzia
Pedrazzoli Susann
Zellweger Edith
Schellenberg Reto

UDF
Müller Rudolf

Für den Tierschutz



Schaffhausen

AL
Leuzinger Thomas
Naeff Anna

SP
Munz Martina
Tanner Urs

JUSO
Sadiku Shendrit

Grüne
Iff Aline
Surber Gaétan

GLP
Göldi Ramon
Thoma Manfred
Vojinovic Luka
Bucher Tim
Fringer Marcel

PDC
Schweri Gregor
Stettler Marcel

PLR
Amsler Christian

Jungfreisinnige
Dotzler Jonathan



Luzern

IP
Bussmann David
Furrer Pascal
Schwienbacher Yvonne

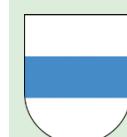
Grüne
Brem Jeremias
Muff Janna
Mestre Teresa
Töngi Michael

SP
Fässler Peter

JUSO
Balmer Elias
Bucher Dennis
Bucher Yves
Ineichen Jonas
Schulthess Léon

GLP
Schaller Riccarda
Graber Michèle
Huber Sebastian

FDP
Heer Susanne
Kaiser Branka



Zug

SP
Suter Guido
Bürgi Dellsp. Christina

Grüne
Franzini Luzian
Gubser Trix
Küng Julia
Fähndrich Rosemarie
Lustenberger Andreas
Vuichard Stephanie
Willimann Michèle
Zimmermann Gibson
Tabea

CSP
Straub Vroni

GLP
Huber Stefan W.
SVP
Illi Jeffrey

Für den Tierschutz



Aargau

Piratenpartei	Bieber Béa
Brogli Kilian	Hauri Julia
Holten Nancy	Schmid Chris
Oldenburg-Marbach	
Sylvia	
Die Unabhängigen	
Facchinetti Zsola	
Fischer Richard	
Kohler Sandra	
Hohler Vincent	
Freie Wähler	
Leutwyler Jean-Pierre	
Pasinelli Mario	
LOVB	
Vögeli Barbara	
Grüne	
Dietschi Markus	
Kälin Irène	
Teinilä Vera	
Tobler Hannes	
SP	
Binder-Meury Carole	
Vock Florian	
Brizzi Simona	
Brügger Martin	
Flach Elena	
Gujer Mia	
Wermuth Cédric	
GLP	
Betsche Matthias	



Appenzell Ausserrhoden

Keine



Appenzell Innerrhoden

Keine



Basel-Land.

Grüne	Rehmann Meret
SP	Strüby-Schaub Sandra
BDP	Buser Denise
CVP	Bürgi Marc Oliver
EVP	Merz Dominik
FDP	Messerli Marie-Caroline
Christ-und-Politik (CuP)	Muro Marco
SVP	Fareri Silvio
SP	Grumelli Piero
GLP	Wyler Roman
JUSO	Wopmann Lukas
CVP	von Sury Béatrix
EVP	
Christ-und-Politik (CuP)	
SVP	
SP	
GLP	
CVP	
EVP	
LDP	
UDF	
SVP	



Basel-Stadt

BastA	Zürcher Tonja
Piratenpartei	Schaffner Mike
Integrale Politik	Witmer Jonas
Grüne	Frich Bastiaan
SP	Vosseler Martin
JUSO	
CVP	
EVP	
Christ-und-Politik (CuP)	
SVP	
GLP	
CVP	
EVP	
LDP	
UDF	
SVP	



Thurgau

SP	Frischknecht Emil
Grüne	Graf-Litscher Edith
SP	Schenk Beat, JUSO
Grüne	Schläfli Nina
SP	Bruggmann Marina
Grüne	Hipp Raimund
SP	
Grüne	Brot Naomi
SP	Egger Kurt
Grüne	Hanhart Erika
SP	Hüther Fabio
Grüne	Kappeler Toni
SP	Lang Walter
Grüne	Reinhart Simone
SP	Rüegg Jost
Grüne	Vogel Simon
SP	Wolfensberger Remo
Grüne	Bétrisey Karin
SP	Reinhart Sandra
SP	Zimmermann Judith
SP	
GLP	Heeb Hanspeter
SP	Schäfer Jorim
SP	Ammann Reto
SP	
GLP	Bodenmann Maja
SP	Merz-Helg Petra
SP	Auer Lukas
SP	Berner Markus
SP	Diezi Dominik
SP	Siegenthaler Patrick
SP	
EDU	Keller Jan
SP	
EDU	Frischknecht Daniel
SP	Wüst-Singer Iwan
SP	Mader Christian



Graubünden

SP	Mazzetta Anita
Locher Beng. Sandra	Tucek Martino
Wilhelm Philipp	Nicolay Gian Linard
Preisig Franziska	Schwab Seraina
Pult Jon	
JUSO	
Pajic Pascal	Lazzarini Sandra
Weber Rebekka	Capaul Anton
Fetz Gianna Lena	
Karst Kevin	
Rettich Tobias	
Grüne	
Catrina Gianna	



Glarus

Keine



Schwyz

SP	Furrer Paul
SP	Schwiter Karin
Grüne	
SP	Da Cruz Nadine
SP	Steiner Luca



Bern

PdA
Beeler Sabrina
Führer Nadin
Parti Pirate
Ananiadis Jorgo
Flury Christian
Hartmann Melanie
Die Unabhängigen
Apolo Rebeca
Bernhard Edith
Eberhart Peter
Frischknecht Rolf
Hunkeler Fabian
Leugger Tobias
Rossier Gilbert
Dummermuth Kurt
May Peter
Stucki Florian

Grüne
Fankhauser Seline
Müller David
Reusser Marlen
Stucki-Steiner Carine
Badertscher Christine

SP
Aebischer Matthias
Egger Ueli
Fisli Karin
Führer-Wyss Regina
Hässig Kornelia
Kropf Alice
Kuhnert Peter
Marti Ursula
Mentha Luc
Stampfli David
Wyrsch Daniel
Zryd Andrea
Battagliero Giovanna
Bieri Vanessa
Blum Christine
Bütikofer Stefan
Frauchiger Benno
Jordi Stefan
Schöri Franz
Veglio Mirjam
Weber Hadorn Maya
Wildhaber Daniel André

JUSO
Bajraktar Michaela
Binggeli Vinzenz
Blume Tanja
Fisch Sofia
Jaccard Manon
Jakob Nino
Keller Barbara
Martini Samira Liana
Strobel Gianna
Zimmermann Henrik
Blatter Sarah

Faccio Vasquez M. Kyra
Mader Frédéric

GLP

Gehret Michael
Hunziker Yannick
Mettler Melanie
Schmid Lea
von Arx Casimir
Wiher Max
Allenbach Marc
Flury Sébastien
Kämpfer Selina
Kummer Raffael
Mathys Salome
Maurer Frédéric
Maurer Rahel
Neuhaus Reto
Parisi Robin
Roggwiler Marlis

GEN

Frischknecht Martin

ACP u.w.P.

Capaul Armin
Capaul Lilian

EVP

Stotzer-Wyss Barbara

JEVP

Küenzi Patric
Baumann Danae
Rubin Melody
Schnegg Christine
Sollberger Lévi
Surbeck Timothy

BDP

Egli Heinz
Heer Isabelle
Kaufmann Thomas
Reist Astrid
Roggli André

CATTARUZZA

Cattaruzza Daniel
Hauser Adrian
Hofer Yvo Andri
Luginbühl Dominik

MUFF

Muff Kai
Weibel Sandra
Zuberbühler Remo

EDU

Beer Frei Nelly
Blättler Thomas
Neukomm Margrit
Weiss Markus

SVP

Buchter Yannick
Widmer Fabian
Wyssen Fabian

SD

Beyeler Andreas
Bochsler Raphael
Engel Markus
Engel Wajma
Pulver Adrian



Solothurn

Schweiz. Hanfpartei
Tobler Dario

Grüne

Ammann Jonas
Bürki-Kopp Simon
Gerke David
Haus Maja
Schär-Sommer Raphael
Schweizer Martin
Wyss Send Simone

SP

Bürki-Kopp Simon
Kummer Angela
Rohner Franziska
Roth Franziska
Vögeli Nadin
Yaprak Soner
Kälin Neuner-J. Karin
Wyss Nicole

JUSO

Walter Moira

GLP

Maarsen Petra
Oegerli Markus
Blättler Nicole
Bonnano Marco
Hirt Nicole

HUG

Hug Claudio
Lüthi Thomas
Pahud Claude
Sarkar Florian
Walther Jonas

CVP

Denysova Vladlena
Fluri Rahel
Graber Janine
Hafner Simon
Vinci Bartolomeo

BDP

Di Franco Selina
Hartmann Roland
Mettler Mark

SVP

Thürk Carsten
Kiefer Robin
Meury Vanessa
Ritschard Stephanie
Stöckli-Andres Silvia



Zürich

Alternative Liste
Vetsch Peter
El-Maawi Rahel

Parteilose

Viridén Karl

IP

Baumann Susanne
Hess Pablo
Reinhart Anita
Scheuring Markus

Piratenpartei

Baier Cédric
Peter Daniel
Welser Valentina

SP

Badran Jacqueline
Würth Eva-Maria

JUSO

Dahinden Luca
Jäger Joëlle
Rosenwasser Anna
Schütz Florin

Grüne

Brunner Anika
Dürr Renate
Fehr Karin
Kälin-Werth Simon
Maggi Maurice
Moser Felix

SVP

Neff Lucas
Prelicz-Huber Katharina
Reiss Gabi
Schlatter Marionna
Schneider Meret
Steiner Kathy
Wunderli Martin
Bloch Beat
Galeuchtet David

GLP

Aeschbacher Nathalie
Ammann Jeanine
Cantalou Julie
Reuss Roger
Schaffner Barbara

CVP

Vannaz Janine
Bienz-Meier Gabi
Greter Aurèle
Kopp Marzena
Mariani Mario
Traber Ursula
Utiger Joël

EVP

Girschweiler Avi
Kuhn Felix
Rottensteiner Sandra
Stoffel Maja
Woodhatch Tania

SP

Ziegler Andreas
Cryer Katharina
Erb Stefan
Kaplony-Bachofner

Angelika

Kuster Elsbeth

Lüssi Susi

Müller-Jaag Lisette
Oram-Blaser Susanne
Schwander Elena
Täubert Dominic
Ziefle Ursula

SVP

Fehr Düsel Nina
Frauchiger Michael
Gossweiler Roxana
im Oberdorf Bernhard
Schweizer René
Sulser Jürg
Terekhov Artur
Truninger René
Walter Maximilian



Nidwalden

Keine



Uri

Keine

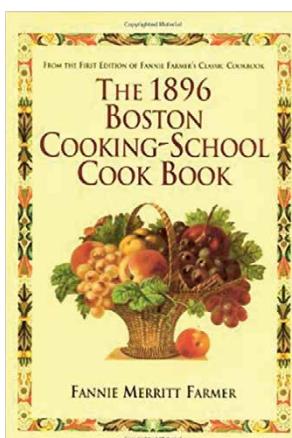


Obwalden

Keine

«Die meisten Studienergebnisse sind falsch»

Für John Ioannidis, Professor für Medizin an der Stanford-Universität, ist klar: «*Die meisten wissenschaftlichen Publikationen, auch solche in renommierten Fachzeitschriften, sind schlecht.*» Der auf die «Erforschung der Forschung» spezialisierte Wissenschaftler ist einer der grössten Kritiker schlechter Forschung und veröffentlichte bereits 2005 einen Artikel mit dem sprechenden Titel «*Warum die meisten publizierten Forschungsergebnisse falsch sind*» (1). Der Artikel, der mehr als 700'000-mal heruntergeladen wurde, löste eine wahre Schockwelle aus, hatte aber kaum Konsequenzen. In den letzten 15 Jahren seien nur geringe Fortschritte gemacht worden, so Ioannidis.



Wenn Petersilie und Mehl lebensgefährlich sind

Vor einigen Jahren wählten John Ioannidis und sein Forschungskollege Jonathan Schoenfeld 50 häufige Zutaten aus einem alten Schulkochbuch, dem über 700 Seiten starken *Boston Cooking-School Cook Book* von 1896, und untersuchten, wie viele davon mit einer Erhöhung oder Verringerung des Krebsrisikos in Verbindung gebracht worden

waren. Dafür durchsuchten sie 300 aktuelle Studien, die in wissenschaftlichen Fachzeitschriften veröffentlicht worden waren.

Das Ergebnis: 40 der 50 Zutaten wurden mit Krebsrisiken in Verbindung gebracht! Dazu gehörten auch Lebensmittel wie Salz, Zucker, Petersilie und Mehl. «*Steht alles, was wir essen, mit Krebs in Verbindung?*» fragten die Forscher nicht ohne Ironie in einem im Januar 2013 veröffentlichten Artikel (2).

Mit dieser Frage sprachen sie ein in Forschungskreisen bekanntes Problem an. Viele Studien arbeiten mit einer zu klei-



nen Stichprobe, um statistisch tragfähige Aussagen machen zu können. Trotzdem werden ihre Ergebnisse publiziert, weil die Forscher unter Druck und die Fachzeitschriften miteinander im Wettbewerb stehen, und weil die Medien sich blind auf jede Veröffentlichung stürzen, die wieder einmal eine Revolution ankündigt.

Kontrolle der Daten nicht möglich

Nur wenige Fachzeitschriften verlangen, dass die Autoren ihre Primärdaten einreichen und ihren Prüfplan im Voraus offenlegen. Dabei würde diese Transparenz das Risiko verringern, dass die Forschenden ihre Methoden und Daten anpassen, um doch noch die erhofften

Ergebnisse zu erzielen. Vor allem würde sie sicherstellen, dass andere Forscher die Studienergebnisse verifizieren oder reproduzieren können. Denn selten werden bei einer Wiederholung der Versuche die gleichen Ergebnisse wie bei der ersten Durchführung erzielt. In einer 2014 veröffentlichten Analyse (3) zeigte Ioannidis, dass nur gerade ein Drittel der in den drei wichtigsten wissenschaftlichen Fachzeitschriften publizierten Studien von anderen Forschenden reproduziert werden konnte.

Nicht besser stehe es um die Reproduzierbarkeit von medizinischen und epidemiologischen Studien, klinischen Medikamententests und Ernährungsstudien, so der Medizinprofessor: «*In der Biomedizin und in anderen Fachbereichen haben die Wissenschaftler nur eine rudimentäre Ausbildung in Statistik und Methodenlehre.*» Zu viele Studien untersuchen nur wenige Individuen, was eine Generalisierung der Ergebnisse auf eine ganze Population verunmöglicht, da eine kleine Zahl von Teilnehmenden in den wenigsten Fällen repräsentativ ist.

«*Die Ernährung ist einer der haarsträubendsten Forschungsbereiche*», erklärt Ioannidis. Nicht nur wegen der Interessenskonflikte im Zusammenhang mit der Nahrungsmittelindustrie, sondern auch weil sich Ernährung sehr schwer messen lässt. Wie soll man quantifizieren, was die Leute genau essen? Selbst bei Studien mit einer guten Methodik und einer Zufallsstichprobe lässt die Umsetzung manchmal zu wünschen

übrig. Eine berühmte Studie zu den Vorteilen einer mediterranen Ernährung für die Prävention von Herz-Kreislauf-Erkrankungen, die 2013 veröffentlicht wurde, musste später von einer der renommiertesten medizinischen Fachzeitschriften, dem *New England Journal of Medicine*, zurückgezogen werden. Nicht alle Studienteilnehmer waren zufällig ausgewählt worden und die Ergebnisse mussten nach unten korrigiert werden.

Schlecht konzipierte Studien können tödlich sein

In ihrem Buch *Ending Medical Reversal* zählen Vinayak Prasad und Adam Cifu Beispiele von Praktiken auf, die auf der Grundlage von Studien eingeführt wurden, die man Jahre später für ungültig erklären musste. Dazu gehört etwa das Einsetzen von Stents (kleinen Gefäßimplantaten) in Hirnarterien zur Verringerung des Schlaganfallrisikos. Erst nach zehn Jahren zeigte eine gründliche Studie, dass diese Praxis das Risiko eines Hirnschlags sogar vergrößerte.

«Das System gibt den Forschern keinen Anreiz, in die richtige Richtung zu gehen», erklärte der Journalist Ivan Oransky gegenüber der französischen Presseagentur AFP. Oransky ist Mitgründer der Website Retraction Watch, die zurückgezogene wissenschaftliche Publikationen erfasst. «Wir wollen eine Kultur aufbauen, in der Transparenz belohnt wird», sagt Oransky. Und dies liege auch in der Verantwortung der Medien, die ihren Lesern die Unsicherheiten, mit denen wissenschaftliche Forschung behaftet sei, besser erklären müssten und sich nicht von der Sensationsgier treiben lassen dürften. «Ein Problem ist die endlose Reihe von Studien über Kaffee, Schokolade und Rotwein», prangert Oransky an. «Das muss aufhören.»

Quellen

- (1) <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/16060722>
- (2) <https://academic.oup.com/ajcn/article/97/1/127/4576988>
- (3) <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1001747>



Ein aus menschlichem Gewebe hergestelltes Mini-Herz aus dem 3D-Drucker

Forscher der Universität Tel Aviv stellten im April 2019 den Prototypen eines durchblutungsfähigen Herzens vor. Das Herz, das zurzeit noch die Grösse einer Kirsche hat, wurde samt Zellen und Blutgefäßen mit dem Bioprinter gedruckt. Der grosse Fortschritt bei diesem Modell ist, dass es vollständig aus patienteneigenen Gewebezellen hergestellt wurde, was das Risiko einer Immunreaktion bei einer Transplantation erheblich reduzieren würde.

In den USA sind Herzkrankheiten die häufigste Todesursache sowohl von Männern als auch von Frauen. Für Patienten mit einer Herzinsuffizienz im Endstadium ist eine Herztransplantation zurzeit die einzige Behandlungsmöglichkeit. Weil es viel zu wenige Organspender gibt, könnten solche neuen Ansätze zur Regenerierung geschädigter Herzen viele Leben retten.

Für die Entwicklung dieses Modells haben die Forscher per Biopsie Fettgewebe von Patienten entnommen. Die entnommenen Zellen wurden zu pluripotenten Stammzellen umprogrammiert. Die extrazelluläre Matrix (EZM) – ein dreidimensionales Netz aus Makromolekülen wie Kollagen und Glykoproteinen, die sich außerhalb der Zellen befinden – wurde zu einem Hydrogel verarbeitet, das als sogenannte «Bio-Tinte» für den 3D-Drucker diente. Die Zellen wurden in Herzmuskel- und Blutgefäßzellen (Endothelzellen) differenziert und mit dem Hydrogel gemischt. Damit können nicht nur durchblutungsfähige Herzplaster (Cardiac Patches), sondern auch ganze Zellstrukturen mit den wichtigsten Blutgefäßen gedruckt werden. Die Forschungsarbeit (1) wurde im April 2019 in der Fachzeitschrift Advanced Science veröffentlicht.

(1) Nadav Noor; Assaf Shapira, Reuven Edri, Idan Gal, Lior Wertheim, Tal Dvir. 3D Printing of Personalized Thick and Perfusionable Cardiac Patches and Hearts. Advanced Science, 2019; 1900344 DOI: 10.1002/advs.201900344 <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/advs.201900344>



Das Herz aus dem Bioprinter ist immunologisch, zellulär, biochemisch und anatomisch absolut kompatibel mit dem Patienten, dem das Gewebe entnommen wurde.

Mémento

Ogni dono conta !

La LSCV non riceve alcuna sovvenzione dai poteri pubblici, ciò che le garantisce una totale indipendenza.

A seconda del vostro luogo di residenza, i doni sono generalmente deducibili dalle tasse. Utilizzate il bollettino di versamento nel presente giornale o procedete via e-banking per i vostri doni o quote.

Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.--

Se possibile, privilegiate i versamenti tramite ordine di pagamento o e-banking che sono gratuiti. Ogni versamento effettuato in ufficio postale è fatturato dalla Posta tra CHF 1.50 e CHF 3.55.

Un immenso grazie!

Personne di contatto

Avete una domanda relativa alla sperimentazione animale, un progetto da realizzare connesso alla protezione degli animali o al funzionamento della LSCV?

Il nostro Presidente Luc Fournier vi risponderà volentieri! Contattatelo : l.fournier@lscv.ch

Desiderate organizzare azioni, manifestazioni, oppure avete voglia di unirvi ad un gruppo di militanti attivi ?

Per la Svizzera tedesca, contattate (in tedesco) il nostro vice Presidente Benjamin Frei : b.frei@lscv.ch



Per la Svizzera romanda, contattate (in francese) la nostra segretaria del Comitato Laurianne Nicoulin ed Paul Ecoffey : actions@lscv.ch



Avete una domanda amministrativa o di carattere generale, desiderate ottenere il contatto diretto di un membro del Comitato ?

Contattate via mail o allo 022 349 73 37 la nostra segreteria : Laurianne Nicoulin (francese, inglese) o Charly Pache (tedesco), lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.00 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 16.00.



Avete una domanda relativa agli alimenti per cani e gatti non testati sugli animali ?

Contattate petfood@lscv.ch

Avete una domanda relativa alle azioni politiche portate avanti in favore della protezione degli animali in seno al nostro Parlamento federale ? Contattate info@animali-parlemento.ch

I lasciti sono esonerati dalle tasse

La LSCV è riconosciuta di pubblica utilità e i doni e lasciti che riceve non sono tassati fiscalmente.

Avete voglia di venire a trovarci ?

Vi accogliamo con piacere lunedì, martedì, giovedì e venerdì dalle 9.30 alle 12.30 e dalle 14.00 alle 17.00, nei locali della nostra sede situata a Ginevra :

Indirizzo:

Chemin des Arcs-en-Ciel 3
1226 Thônex
0041 (0)22 349 73 37
admin@lscv.ch - www.lscv.ch

Indirizzo postale

LSCV, Case postale 148, 1226 Thônex

In quanto socio ricevete il nostro giornale quattro volte all'anno

Non dimenticate di comunicarci ogni eventuale cambiamento di indirizzo. La Posta ci fattura CHF 2.-- per ogni giornale rinviato al mittente e non comunica più i nuovi indirizzi. Se non ricevete il giornale, non esitate a contattarci! I periodi di distribuzione sono : marzo, giugno, settembre o ottobre, dicembre.

Contribuite alla diffusione delle informazioni

Desiderate distribuire il nostro giornale nelle cassette delle lettere del vostro quartiere o altrove ? Vi invieremo con piacere il numero di copie richiesto.

Quote e doni

Dalla Svizzera

Conto n° 12-2745-6
IBAN : CH38 0900 0000 1200 2745 6

Dall'Europa in EURO

Conto n° 91-438913-2
IBAN : CH40 0900 0000 9143 8913 2
BIC : POFICHBEXXX

Istituto : PostFinance,
Nordring 8,
3030 Bern

Titolare : Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale

Indirizzo : Case postale 148,
1226 Thônex

Libreria caffé LSCV

HAPPY BOOKS

Aperto da lunedì a sabato, dalle 9.00 alle 19.00. Cucina 100% vegan.
Rue Hans-Geiler 2, 1700 Friburgo
026 321 12 67
happybooks@lscv.ch



IMPRINT Lega svizzera contro la sperimentazione animale e per i diritti dell'animale (LSCV)

La LSCV è stata fondata a Ginevra nel 1883, sulla scia del movimento antivivisezionario sorto in Inghilterra negli anni 1870. La LSCV è un'associazione conforme ai termini dell'articolo 60 del Codice civile svizzero. Il suo funzionamento, la sua attività, i suoi obiettivi, la nomina del suo Comitato e l'utilizzazione dei suoi averi sono fissati dallo statuto dell'associazione, adottato in occasione dell'Assemblea generale dei suoi soci il 30 giugno 1978. La sede della LSCV si trova a Ginevra. Un edificio acquistato nel comune di Thônex vi accoglie i suoi uffici dal 1993. Conformemente all'art.2 del suo Statuto, la LSCV mira all'abolizione totale della « pratica di esperimenti medici, scientifici o commerciali sull'animale vivo ». Si impegna nel « conseguimento su tutto il territorio svizzero, di una legislazione che garantisca la difesa ed il rispetto dei diritti dell'animale », ed a consentire « il miglioramento costante di questa legislazione e controllarne in permanenza l'attuazione ». Promuove ed incoraggia finanziariamente « la messa a punto di nuovi metodi di ricerca scientifica » che consentano l'abolizione della sperimentazione animale. Incoraggia e sostiene particolarmente i metodi detti sostitutivi (o alternativi), che ricorrono a tessuti o cellule umane (modelli *in vitro*) provenienti per esempio da biopsie praticate negli ospedali, o da dati bio-informatici (modelli *in silico*). Ai sensi dell'articolo 19 del suo statuto, la LSCV non persegue alcun scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati unicamente per il conseguimento degli obiettivi prefissati. **Pubblicazione :** Giornale trimestrale. Tranne indicazione contraria, gli articoli sono redatti in francese dalla LSCV e tradotti. // **PAO e maquette :** LSCV // **Tipografia :** carta riciclata 80 gm² // **Indirizzo :** LSCV, Case postale 148, CH - 1226 Thônex

>Edita

Care Socie, cari Soci, care amiche e cari amici della Lega, Care lettrici e cari lettori,

il Consiglio di Stato di Ginevra ha fissato per il 24 novembre 2019 la votazione della nostra iniziativa popolare "Per un migliore controllo della sperimentazione animale". Quando leggerete il presente giornale, la nostra campagna informativa della popolazione sarà già cominciata mediante la diffusione di brevi video sulle reti sociali. Il nostro obiettivo è di informare la popolazione sulla realtà della sperimentazione animale e soprattutto sul costante aumento di tale pratica nelle nostre università, come registrato da diversi anni. Gli esperimenti spesso sono assurdi ed è possibile prevedere che la maggior parte dei risultati finiranno dimenticati in un cassetto.

La nostra iniziativa vuole introdurre un diritto di ricorso contro le autorizzazioni illegali rilasciate dall'autorità cantonale. La possibilità di opporsi agli esperimenti più controversi permetterà, grazie alle procedure avviate, di rendere pubblica la realtà delle ricerche condotte sugli animali nelle nostre università. Non c'è dubbio che la popolazione sarebbe più critica nei confronti di tale pratica se fosse realmente a conoscenza della banalità degli esperimenti condotti.

Le probabilità di successo della nostra iniziativa sono minime poiché la maggior parte della popolazione tollera le sofferenze inflitte agli animali se queste sono volte a produrre cure mediche migliori. Paradossalmente, per poter vincere dobbiamo fare assegnamento su quest'ultimo punto. La qualità della ricerca predittiva è mediocre. Su 10 nuove molecole che hanno dimostrato di avere un effetto terapeutico positivo su diverse specie animali, nove non supereranno i test sugli esseri umani. Il motivo: l'effetto benefico non ha potuto essere dimostrato oppure effetti secondari non riscontrati sugli animali minacciano invece la salute dei pazienti. Il 90% di fallimenti dopo che migliaia di test sono stati già eseguiti sugli animali rappresenta uno spreco considerevole di vite animali e di risorse. La nostra iniziativa intende dunque impedire che siano condotti esperimenti inutili per poter destinare i fondi pubblici allo sviluppo di nuovi metodi di ricerca. Un primo passo per poter poi abolire del tutto la sperimentazione animale.

Soci del cantone di Ginevra, abbiamo bisogno di voi

Nel cantone di Ginevra risiedono circa 2000 soci della LSCV. Aiutateci a distribuire i nostri volantini durante la campagna di votazione. Parlate al vostro entourage dell'iniziativa. Abbiamo bisogno del vostro sostegno!

Elezioni federali del 20 ottobre 2019

Un altro appuntamento importante sono le elezioni federali. Sostenete i candidati che si impegnano in difesa degli animali! Come nel 2015, la maggior parte di essi appartiene ai partiti di sinistra. È inconcepibile che ancora oggi partiti come il PLR o l'UDC adottino in massa posizioni a sfavore degli animali in seno alle camere federali.

Abbiamo intervistato i migliaia di candidati alle prossime elezioni su temi come sperimentazione animale, pellicce, allevamenti, ecc. Trovate la classifica dei candidati sul sito www.animaux-parlement.ch e alle pagine 28 e 29 del presente giornale.

Le leggi sugli animali, segnatamente in materia di sperimentazione animale, sono adottate dal nostro Parlamento. Quindi per il bene degli animali, sostenete i candidati che si schierano dalla loro parte.

Augurandovi una buona lettura, vi inviamo i nostri più cordiali saluti.

Luc Fournier
Presidente



+++ Agenda +++

27-28 settembre 2019 - Ginevra

CrabCore Fest II - Stand LSCV al festival metal presso la Villa Tacchini

29 ottobre 2019 - Zurigo

18h - Università di Zurigo - Manifestazione mensile - Stop agli esperimenti sulle scimmie



Novembre 2019 - Friburgo

Mese vegan organizzato dall'associazione PEA, diversi eventi previsti in collaborazione con la libreria LSCV Happy Books. Programma disponibile prossimamente

16 novembre 2019 - Zurigo

Manifestazione Stop fourrure - Stopp Pelz!
13:30. Partenza dall'Helvetiaplatz



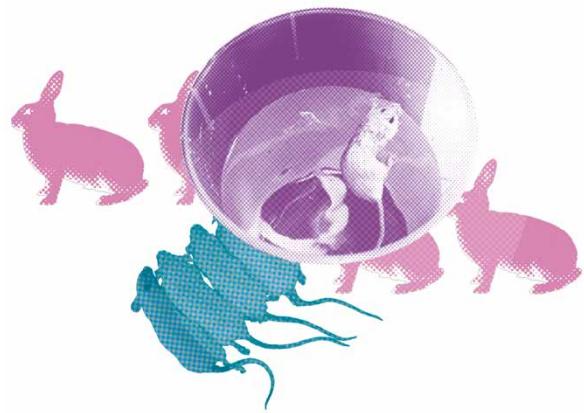
19 novembre 2019 - Zurigo

18h - ETH - Manifestazione mensile - Stop agli esperimenti sulle scimmie





24 novembre 2019



Ginevra – Votazione sull'iniziativa popolare Per un migliore controllo della sperimentazione animale

Il Consiglio di Stato ginevrino ha fissato la data delle votazioni mediante decreto del 17 luglio 2019. Si tratta dell'ultima fase della nostra iniziativa lanciata nel dicembre 2016 e depositata il 20 aprile 2017 con le 8'626 firme raccolte. La maggioranza della popolazione si pronuncerà su questa nuova legge che prevede segnatamente un diritto di ricorso dei membri della commissione sulla sperimentazione animale contro le autorizzazioni rilasciate dall'autorità cantonale.

Il Consiglio di Stato, che ha rilasciato un rapporto ricco di affermazioni mendaci, chiaramente ha invitato a rigettare l'iniziativa. D'altronde, non potevamo aspettarci una presa di posizione differente essendo lui stesso la principale ragion d'essere dell'iniziativa a causa delle sue interferenze sul lavoro della commissione cantonale. Quasi tutti i partiti politici, inoltre, si sono opposti all'iniziativa, fatta eccezione per i Giovani verdi e i Verdi liberali. Ma anche questa notizia non ci sorprende, considerato che gli stessi politici possono beneficiare delle intromissioni del Consiglio di Stato nel funzionamento delle commissioni cantonali. Altrettanto scontata la loro mancanza di empatia verso le sofferenze degli animali nei laboratori. I posti di lavoro e gli ingenti fondi stanziati per la ricerca prevalgono sull'etica, anche se si tratta di offrire alla sanità pubblica una ricerca medica mediocre.

Aumento del 43.96% degli animali da laboratorio nel cantone di Ginevra

Tuttavia il cantone di Ginevra rappresenta un terreno molto fertile per attaccare il sistema barcollante e inefficace della ricerca. Come in tutti gli altri cantoni dotati di un'università, il numero degli animali da laboratorio aumenta costantemente ogni anno. In soli quattro anni si è registrato un aumento del 43.96%, passando da 29'219 animali da laboratorio nel 2014 a 42'065 nel 2018. In generale, in Svizzera gli animali da laboratorio sono utilizzati più dalle università che dall'industria farmaceutica.

Scosse elettriche, nuoto forzato, raffreddamento, somministrazione di droghe sono solo alcuni degli esperimenti inflitti agli animali nei laboratori ginevrini. Ma a quale scopo?

Nella maggior parte dei casi gli esperimenti non sono volti a sviluppare nuovi farmaci, bensì a rispondere ad un quesito scientifico. Il principale obiettivo delle Università sono le pubblicazioni scientifiche che contribuiscono al loro successo e alla loro posizione nelle classifiche mondiali degli atenei.

**Il 24 novembre 2019
votiamo SI all'iniziativa Per
un migliore controllo della
sperimentazione animale**

In caso di vittoria, si tratterebbe di un primo grande passo verso l'abolizione della sperimentazione animale. Una possibilità affinché lo sviluppo di nuovi metodi di ricerca efficaci, predittivi e senza animali sia finalmente sostenuto finanziariamente per poter, dunque, porre fine alla crudeltà che rappresenta la sperimentazione animale.





Diciamo basta agli esperimenti sulle scimmie a Zurigo

Sabato 31 agosto 2019, numerosi militanti provenienti da tutta la Svizzera hanno risposto all'invito della LSCV e si sono radunati per denunciare ancora una volta gli esperimenti crudeli sui primati eseguiti nel Politecnico e nell'Università di Zurigo. La marcia è partita dal centro della città per poi raggiungere il campus di Irchel, luogo di detenzione e di tortura delle scimmie.

Grazie a tutti i partecipanti per la loro presenza!

Continueremo a combattere finché tutte le scimmie saranno libere!



Negato il permesso di costruzione per il nostro progetto pedagogico

Nella precedente edizione del giornale, vi abbiamo parlato del nostro progetto di creare, su una parcella di 2'600 m² nella campagna ginevrina, un rifugio per gli animali salvati, quali capre, pecore, maiali, galline e conigli. L'obiettivo è di creare un sito pedagogico volto a sensibilizzare i visitatori sulla protezione e i diritti degli animali.

Per poter costruire i quattro rifugi e i recinti necessari, l'8 marzo 2019 abbiamo inoltrato presso l'amministrazione cantonale una richiesta di autorizzazione edilizia. L'esame di tale richiesta avrebbe dovuto essere una formalità da trattare in poche settimane ed invece ha richiesto più tempo per poi concludersi in un rigetto comunicato il 18 giugno da parte de l'Office de l'agriculture et de la nature (OCAN). Tale Ufficio cerca da anni di autorizzare nuovamente la caccia nel cantone di Ginevra, nonostante questa sia vietata da più di 40 anni. Fino ad oggi, la LSCV è riuscita a bloccare ogni tentativo

in materia. L'ultimo risale al 2 novembre 2018, quando un nuovo progetto di legge avrebbe autorizzato l'Ufficio a ricorrere ai cacciatori per uccidere la fauna. Grazie ad un intenso lavoro di lobbying condotto dalla LSCV negli ambienti politici, il progetto è stato legittimamente rifiutato con 45 voti contro 42. Ancora una volta l'OCAN si è visto mettere i bastoni fra le ruote ad un passo dalla vittoria.

Poiché il nostro progetto pedagogico, da svilupparsi su una parcella privata e recintata, non interferisce in alcun modo con le attività dell'OCAN, l'opposizione

di quest'ultimo sembra essere una rivalsa nei confronti della LSCV. Il 20 agosto 2019 abbiamo presentato ricorso presso il Tribunale amministrativo ma purtroppo non possiamo aspettarci una decisione prima del 2020. I lavori saranno dunque rinviati di un anno.

Che nome dare al terreno LSCV?

Vogliamo ringraziare tutti i soci che hanno partecipato alla selezione del nome da dare al sito. Tra le proposte ricevute, i nostri preferiti sono stati *Terra Alexandra*, *Novus via o Happypolis*.





20 ottobre - Elezioni federali 2019

Abbiamo bisogno di eletti che tutelano gli animali!

Ogni 4 anni, i 26 cantoni svizzeri eleggono i 246 parlamentari che comporranno le 2 camere federali

In Svizzera, il Parlamento federale decide delle leggi, le approva o le respinge. Ha il potere di emanare nuove disposizioni che l'amministrazione ed il Consiglio federale avranno l'obbligo di attuare.

Ogni 4 anni, ogni cantone elegge, tramite votazione popolare, i suoi rappresentanti che siederanno nel Parlamento federale, composto da 2 camere: La Camera del popolo, chiamata **Consiglio nazionale**. Conta 200 membri ripartiti tra i cantoni, proporzionalmente alla popolazione rispettiva. La Camera dei cantoni, chiamata **Consiglio degli Stati**.

Conta 46 seggi, ossia 2 rappresentanti per cantone e uno per semi cantone.

Per essere accettata, una legge deve essere obbligatoriamente approvata dalle due camere, ciò che significa che dobbiamo avere eletti favorevoli alla protezione degli animali in entrambe le camere.

L'elezione per il Consiglio nazionale è altrettanto importante che l'elezione per il Consiglio degli Stati.

Nonostante il tema della protezione animale tocchi una parte sempre più importante della popolazione, esso resta comunque trascurato dall'insieme

dei partiti politici, ad eccezione del TPS. Eppure, la protezione degli esseri viventi più deboli e vulnerabili dovrebbe essere un impegno morale evidente per tutte le persone capaci anch'esse di provare la paura e il dolore. Di conseguenza, non si può che rimpiangere il fatto che nessun partito s'impegni almeno a ridurre le sofferenze inflitte agli animali.

Migliaia di lettere sono state inviate ai candidati all'elezione dei 26 cantoni svizzeri ed altrettanti dati sono stati elaborati negli ultimi mesi. E per alcuni cantoni il bilancio è piuttosto agghiacciante. Come per esempio Appenzello Interno, Appenzello Esterno, Glarona, Nidvaldo, Obvaldo e Uri, che non hanno nemmeno un candidato favorevole alla causa animale. La maggior parte dei partiti di questi cantoni hanno peraltro rifiutato di fornire l'elenco dei loro candidati. Per gli elettori è difficile fare una scelta in queste condizioni.

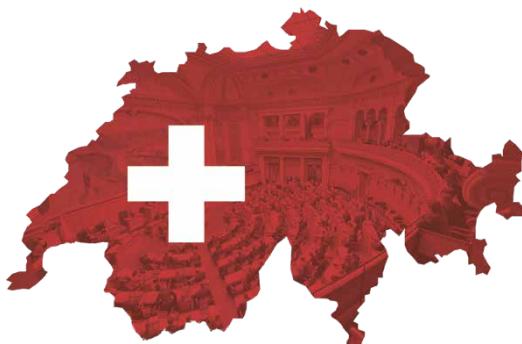
Al contrario, in diversi cantoni il numero di candidati favorevoli alla protezione degli animali supera il numero di seggi da assegnare. Colpisce il fatto che pochissimi di questi candidati appartengono ai partiti PDC, PLR e UDC. Il fatto che la protezione degli animali sia a tal punto ignorata in seno a questi partiti è desolante. Invitiamo tutti i nostri lettori ed iscritti a questi partiti ad interrogarli sulla loro assenza di coinvolgimento a favore della causa animale.

I nostri voti contano !

Molti oggetti parlamentari mirati ad una migliore protezione degli animali sono stati respinti da una maggioranza di parlamentari nel corso dell'ultima legislatura. I nostri voti possono impedire la rielezione di questi parlamentari e di sostituirli con candidati che si impegnano nella protezione degli animali.

Per conoscere i candidati favorevoli alla protezione degli animali nei cantoni svizzeri tedeschi, consultate la pagina 29





www.animali-parlamento.ch

Scegliete i candidati giusti

Diversi menu scorrevoli permettono di trovare per ogni cantone i nomi dei candidati e gli eletti favorevoli alla protezione degli animali, nonché coloro che si oppongono o che agiscono contro un miglioramento della situazione attuale. Animali-parlamento è apolitico. La valutazione dei candidati prende in conto esclusivamente il settore sopraccitato, a prescindere dalle idee e dagli obiettivi dei partiti che rappresentano.

Consultate regolarmente animali-parlamento : sarà regolarmente aggiornato fino alle elezioni federali.

Grazie!

animali-parlamento.ch è sostenuto dalle seguenti organizzazioni:

LSCV - Alliance animale Suisse - Animal Trust - Animae - Tier im Recht - Wildtierschütz Schweiz - Stop gavage - Sea Shepherd - Swissveg - Animal Rights Fribourg - Association La Colline aux lapins - Fondation MART - Ligue vaudoise pour la défense des animaux et contre la vivisection - PEA - SOS chats Noirague - SPA de la Chaux-de-Fonds - ProTier - Stiftung für Tierschutz und Ethik - Animalfree Research - AG STG - Dachverband Berner Tierschutzorganisationen DBT - Tier im Fokus - Gnadenhof Luna - Tierschutzverein Nidwalden - Susy Utzinger - Zürcher Tierschutz - Tierrettungsdienst - Hunde-Partei - Verein zum Schutze der bedrohten Wildtiere - ProVogel - Tierpartei - Animal Rights Switzerland

Per la protezione degli animali



Ticino

Forum Alternativo /
Sinistra Alternativa
Pagani Olivia

Partito Comunista
Schertenleib Lea

Partito Socialista
Malacrida Nembrini
Martina

GISO
Caggia Federica

Verdi

Bottinelli Jessica
Cavadini Fabiano
Gysin Greta
Meili Deborah
Ograbek Kevin Simão
Petralli Giulia
Tognina Ada
Franc Erika

Verdi Liberali

Martinez Triaca, Francesca
Mobiglia Emanuele Giosué
Mobiglia Massimo

Lega dei Ticinesi
Pantani Roberta

Per tutti i nostri soci che non hanno accesso a internet, l'ufficio della LSCV vi fornirà volentieri l'elenco dei candidati favorevoli alla protezione degli animali del vostro cantone.

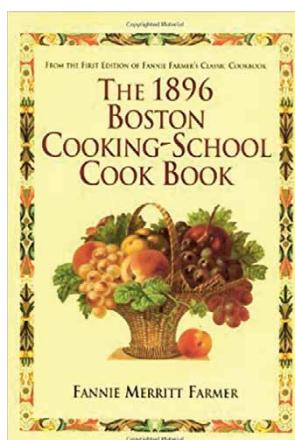
Non votiamo per candidati che se ne infischiano della protezione degli animali

Traffici nei casi in cui sono i partiti politici ad aver rifiutato di fornire i nomi e contatti dei loro candidati, tutti gli altri candidati all'elezione hanno ricevuto un questionario all'inizio dell'estate, ed una seconda volta in settembre per coloro che non vi avevano ancora risposto. I candidati il cui nome non appare qui appresso sono candidati che o non sono favorevoli alla protezione degli animali o non hanno voluto rispondere. In entrambi i casi, si può dedurre che se sono eletti non agiranno a favore degli animali.

The screenshot shows the homepage of the website. At the top right are language links for FR, DE, and IT. Below them is a large blue circular graphic with the text "Wer setzt sich für Tiere ein? Qui défend les animaux? Chi difende gli animali?". The main navigation bar includes links for ACCUEIL, PARLEMENT FÉDÉRAL, ELECTIONS FÉDÉRALES 2019, QUI SOMMES NOUS, NEWS, CONTACT, and TÉLÉCHARGEMENTS. Below the navigation is a section titled "NEWS" with three articles. The first article is about a new offensive against foie gras, fur, and other cruelties towards animals. The second is about Zurich's attempt to weaken the right of recourse of the commission on animal experimentation. The third is about an interpellation regarding the increase in animal experimentation. Each article has a small thumbnail image and a date (20 mars 2019, 17 décembre 2018, 17 décembre 2018) below it.

«La maggior parte degli studi è falsa»

Secondo John Ioannidis, professore di medicina a Stanford, "La maggior parte degli articoli pubblicati, anche quelli nelle riviste più rinomate, non è attendibile". Specializzato nello "studio degli studi" e nemico giurato della cattiva ricerca scientifica, è lui l'autore dell'articolo dal titolo eloquente (1): "Perché la maggior parte degli studi pubblicati è falsa", pubblicato nel 2005. Scaricato oltre 700'000 volte, l'articolo ha destato molto scalpore. A che pro? Stando all'autore, pochi sono i progressi compiuti in 15 anni.



I pericoli mortali del prezzemolo e della farina

Qualche anno fa Ioannidis, insieme al suo collega Jonathan Schoenfeld, ha selezionato 50 fra gli ingredienti più utilizzati da un vecchio libro di ricette – il *Boston Cooking-School Cook Book*, un tomo di oltre 700 pagine pubblicato per la prima volta nel 1896 – ed osservato quanti fra questi erano stati classificati, rispetto al cancro, come fattori di rischio

o fattori protettivi. A tale scopo, i due ricercatori hanno spulciato 300 studi recenti, pubblicati in riviste scientifiche. Ebbene, su 50 ingredienti ben 40 sono a rischio! Nella lista figurano sale, zucchero, prezzemolo e perfino la farina. Di qui il dubbio: "Tutto ciò che mangiamo è legato al cancro?", si sono chiesti ironicamente in un articolo (2) pubblicato a gennaio 2013.

La loro domanda centra un problema ben noto nella comunità scientifica, ossia il fatto che troppi studi si basano su cam-



rifatti. In un'analisi condotta nel 2014, Ioannidis aveva dimostrato (3) che solo un terzo degli studi apparsi nelle tre riviste scientifiche più importanti aveva potuto essere riprodotto da altri ricercatori.

Secondo il professore, la medicina, l'epidemiologia, la sperimentazione clinica dei farmaci e gli studi in materia di nutrizione non fanno di meglio, soprattutto per quanto riguarda la riproduzione. "Gli scienziati del settore biomedico e non solo hanno una formazione superficiale in statistica e metodologia". Troppi studi sono condotti su un campione esiguo di individui che non ne permette l'estensione ad una popolazione intera dato che i partecipanti hanno poche probabilità di essere rappresentativi.

"Il regime alimentare è uno degli ambiti più avvilenti", afferma Ioannidis. Non solo a causa dei conflitti di interesse con l'industria agroalimentare ma anche perché misurare un regime alimentare risulta molto difficile.

Come si può quantificare con esattezza ciò che le persone mangiano? Quandanche il metodo fosse buono, con partecipanti allo studio randomizzati, l'esecuzione lascia talvolta a desiderare. Un celebre studio del 2013 sui benefici della dieta mediterranea contro le malattie cardiovascolari è stato ritirato dal *New England Journal of Medicine*, una delle riviste mediche più prestigiose. I partecipanti non erano stati tutti randomizzati e i risultati sono stati rivisti al ribasso.

pioni troppo piccoli per giungere a delle conclusioni solide da un punto di vista statistico. Tuttavia, a causa delle pressioni esercitate sui ricercatori, della concorrenza fra le riviste e dell'interesse cieco dei media verso la pubblicazione di studi che si annunciano rivoluzionari, questi articoli continuano ad essere pubblicati.

Impossibile verificare i dati

Sono troppo poche le riviste che esigono dagli autori i dati grezzi e la pubblicazione anticipata del loro protocollo. Eppure tale trasparenza permette innanzitutto di ridurre i rischi che i ricercatori adattino i metodi e i dati in virtù dei risultati auspicati ma soprattutto permette ad altri ricercatori di verificare o riprodurre lo studio. È raro infatti che gli esperimenti conducano agli stessi risultati quando



Studi ideati male e potenzialmente mortali

Nel loro libro "Ending Medical Reversal", Vinayak Prasad e Adam Cifu fanno alcuni esempi di pratiche adottate sulla base di studi che sono stati invalidati alcuni anni dopo. Per citarne uno, l'apposizione di stent (una piccola protesi tubolare) in un'arteria del cervello per ridurre il rischio di ictus. Soltanto dieci anni dopo, uno studio rigoroso ha dimostrato che invece tale pratica i rischi li aumentava.

"Il sistema non aiuta le persone ad andare nella giusta direzione", dichiarava all'agenzia France Press (AFP) Ivan Oransz, giornalista co-fondatore del sito Retraction Watch che si occupa del ritiro di articoli scientifici. "Il nostro intento è di sviluppare una cultura dove la trasparenza è premiata". Secondo il giornalista anche i media hanno la loro parte di responsabilità, in quanto devono spiegare meglio ai loro lettori le incertezze inerenti alla ricerca scientifica, cercando di resistere al sensazionalismo. "Il vero problema - dice - è l'infinità di studi sul caffè, il cioccolato e il vino rosso. Bisogna smetterla".

Fonti

- (1) <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/16060722>
- (2) <https://academic.oup.com/ajcn/article/97/1/127/4576988>
- (3) <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1001747>



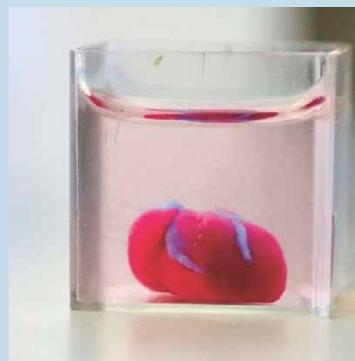
Cuore in miniatura stampato in 3D a partire da tessuto umano

Ad aprile 2019 alcuni ricercatori dell'università di Tel Aviv hanno presentato un prototipo di cuore vascolarizzato, della grandezza di una ciliegia, stampato per intero, compreso di cellule e vasi sanguigni. Il principale progresso di questo modello consiste nel fatto che l'organo è stato stampato a partire da cellule umane prelevate da un paziente. Ciò permette di ridurre i rischi di reazione immunitaria dell'organismo in caso di trapianto.

Le malattie cardiache sono la principale causa di morte negli Stati Uniti e il trapianto al momento è l'unico trattamento disponibile per i pazienti affetti da insufficienza cardiaca all'ultimo stadio. A causa della carenza di donatori, l'ideazione di nuove tecniche per curare un cuore malato potrebbe salvare numerose vite.

Per sviluppare il modello i ricercatori hanno effettuato delle biopsie sui tessuti adiposi del paziente. Le cellule sono state riprogrammate per diventare cellule staminali pluripotenti e la matrice extracellulare (MEC), un insieme di macromolecole come collagene e glicoproteine, è stata trasformata in un idrogel fungente da inchiostro per la stampa. Dopo esser state mescolate con l'idrogel, le cellule sono state quindi differenziate in cellule cardiache e endoteliali per creare dei patch cardiaci vascolarizzati ma anche strutture cellulari complete di tutti i principali vasi. Il lavoro dei ricercatori è stato pubblicato (1) ad aprile 2019 nella rivista scientifica "Advanced Science".

(1) Nadav Noor, Assaf Shapira, Reuven Edri, Idan Gal, Lior Wertheim, Tal Dvir: 3D Printing of Personalized Thick and Perfusionable Cardiac Patches and Hearts. Advanced Science, 2019; 1900344 DOI: 10.1002/advs.201900344
<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/advs.201900344>



Il cuore prodotto presenta tutte le proprietà immunologiche, cellulari, biochimiche e anatomiche del paziente dal quale il tessuto è stato prelevato.

Errori e manipolazione dei dati sperimentali

I ricercatori erano stati delusi nel 2009, quando il test clinico di un nuovo vaccino antitubercolosi non aveva prodotto gli effetti attesi. Ma questo studio clinico avrebbe dovuto essere lanciato allorché i risultati ottenuti sugli animali avevano già suscitato dubbi? E' l'interrogativo sollevato da Deborah Cohen, redattrice aggiunta della prestigiosa rivista medica BMJ. Svolta sotto la sua direzione, l'inchiesta (1) pubblicata l'11 gennaio 2018 svela il modo in cui i ricercatori hanno manipolato i dati ottenuti tramite la sperimentazione animale, per ottenere i fondi e l'autorizzazione di svolgere studi su esseri umani.



Lo studio di un vaccino contro la tubercolosi rimette in questione l'utilizzazione selettiva dei dati derivati dalla sperimentazione animale

Il caso del vaccino MVA85A

Allorché in medicina clinica, i registri dei test impediscono la presenziare selettiva di prove, non esistono misure identiche per i dati provenienti dagli studi preclinici svolti su animali. L'inchiesta ha preso l'esempio dell'MVA85A, un vaccino messo a punto da ricercatori dell'Università di Oxford per rinforzare l'efficacia del vaccino BCG e fornire una protezione supplementare contro

la tubercolosi, responsabile di oltre un milione di decessi all'anno. Se il vaccino aveva dimostrato la propria efficacia su animali, non aveva però mostrato il minimo beneficio nel corso di uno studio svolto nel luglio 2009 su 2'800 neonati in Sud Africa. I genitori che avevano dato il proprio consenso per questo studio, avevano ricevuto l'assicurazione che il vaccino previamente testato su topi, porcellini d'India, bovini e scimmie, si era rivelato «sicuro ed efficace».

(1) Oxford TB vaccine study calls into question selective use of animal data
BMJ 2018;360doi:<https://doi.org/10.1136/bmj.j5845> (Published 10 January 2018)
Cite this as: BMJ 2018;360:j5845
<http://www.bmjjournals.com/content/360/bmj.j5845>

(2) Learning lessons from MVA85A, a failed booster vaccine for BCG
BMJ 2018;360doi:<https://doi.org/10.1136/bmj.k66> (Published 10 January 2018)
Cite this as: BMJ 2018;360:k66
<https://www.bmjjournals.com/content/360/bmj.k66>

Selezione e manipolazione dei dati

Nel 2015, una rivista sistematica indipendente era giunta alla conclusione che i risultati degli studi svolti sugli animali dall'MVA85A erano stati sopravalutati. L'inchiesta BMJ dimostra che dati ottenuti sulle scimmie avevano sollevato dubbi tra i ricercatori, ma che questi dati non erano stati inclusi nelle informazioni comunicate per l'approvazione ed il finanziamento dei test umani del vaccino. L'inchiesta dimostra peraltro le difficoltà incontrate per ottenere informazioni di base come il protocollo di studio e la domanda di approvazione etica per svolgere lo studio.

Per Jonathan Kimmelman, docente presso l'unità di etica biomedica dell'Università McGill in Canada, non si tratta di un caso isolato. E' più che noto che gli studi sugli animali, destinati a sostenere lo sviluppo di farmaci, soffrono spesso di metodologie difettose e dati manipolati, spesso non identificati dalle autorità e dai comitati di etica.

In un editoriale (2) del BMJ pubblicato lo stesso giorno, Malcolm Macleod, docente di neurologia e neuroscienze traslazionale presso l'Università di Edimburgo richiama la necessità di «sviluppare mezzi più efficaci e più sistematici per determinare quando un farmaco è pronto per i test clinici sull'uomo».

